



ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

Numéro 75 | Juillet 2023

*Dégradation continue du cadre macroéconomique, exacerbation des tensions politiques
et insécurité grandissante : quelles perspectives pour la RDC ?*

Kinshasa, RDC

EDITEUR RESPONSABLE

MATATA PONYO Mapon

SUPERVISION

LOKOTA ILONDO Michel – Ange
NTAGOMA KUSHINGANINE Jean-Baptiste

REDACTION

KABONGO NSENDA Billy
LUBAMBA NGIMBI Hector
MUYOMBO USENI Justin
WAULA LUZINGU Sacré

**CONCEPTION GRAPHIQUE
ET MISE EN PAGE**

MANZAMBI Moïse

CONGO CHALLENGE
L E M E N S U E L

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 75 | Juillet 2023

*Dégradation continue du cadre macroéconomique, exacerbation des tensions politiques
et insécurité grandissante : quelles perspectives pour la RDC ?*

Kinshasa, RDC

Projections de la Croissance économique dans le monde



Sommaire

Ce que je pense	6
Résumé exécutif	9
Contexte international	11
Croissance économique	11
Inflation	12
Commerce international	13
Marché financier	15
Marché des changes	17
Marché des produits stratégiques	19
Contexte national	23
Evolution de l'économie nationale	23
Activité économique	27
Dynamique des prix	28
Taux de change et réserves de change	30
Finances publiques	40
Evolution de la situation politique	41
Perspectives politiques et économiques	45





Matata Ponyo Mapon

Ce que je pense

Lorsque la politique tue un pays

Ce que je pense est que lorsque la politique devient l'activité la plus lucrative et attractive dans un pays, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement sur l'avenir de ce dernier et de son peuple. A titre d'exemple, un député national en RDC touche mensuellement près de 21.000 USD, soit le montant le plus élevé jamais perçu par un parlementaire depuis l'avènement de la troisième République en 2006. On peut même soutenir que c'est vraisemblablement le niveau d'émolument le plus élevé jamais perçu par un parlementaire depuis l'avènement de la première République en 1960, et de la deuxième en 1965. Ce niveau d'émolument peut être considéré aujourd'hui comme l'un de plus élevés au monde, si pas le plus élevé. Même un parlementaire américain n'a pas ce niveau de revenu mensuel. Au regard du niveau très élevé de pauvreté dans le pays (moins de 700 USD) de revenu annuel par habitant), la dénonciation de ce montant, relayée par la presse nationale et internationale, a choqué non seulement les congolais, mais aussi une partie du monde. Un des pays les plus pauvres avec des députés les mieux payés au monde ! En réaction, le bureau de l'assemblée nationale a tenté de démentir le pot aux roses, mais sans succès. Des tentatives d'invalidation du député concerné ont même été initiées, sans suite. En dépit de cela, ce dernier a confirmé le montant parce que le touchant mensuellement. Plus grave encore, ce montant peut être considéré comme le minimum perçu. Parce certains députés de la majorité présidentielle (Union sacrée) touchent, en plus, une prime de loyauté au pouvoir politique dont le montant mensuel varie selon le degré d'engagement et de militantisme. En outre, les responsables des groupes parlementaires et différentes commissions dûment institués à l'assemblée nationale bénéficient mensuellement d'une prime de fonction. En définitive, un député national, président d'un groupe parlementaire et membre de la majorité présidentielle,

peut aisément collecter mensuellement un revenu de près de 25.000 USD, soit un total de près de 300.000 USD par an. Au terme d'une mandature de cinq ans, un tel député est censé gagner 1.500.000 USD. A supposer qu'il ait choisi de ne vivre qu'avec un maximum de 5.000 USD par mois (ce qui est suffisant pour mener une vie décente en RDC), il n'aurait dépensé qu'un total de 300.000 USD pendant cinq ans. Il épargnerait alors 1.200.000 USD durant la mandature. De fait, il serait devenu **millionnaire**. Donc, un simple enseignant de l'école primaire ou secondaire vivant avec un salaire de misère de moins de 100 USD par mois (soit un total de 1.200 USD par an ou 6.000 USD pendant 5 ans), une fois élu député, peut du jour au lendemain toucher en un mois un revenu équivalant à vingt ans de salaires de son ancien collègue enseignant. Et si l'enseignant devenu député était élu membre du bureau de l'assemblée nationale, il serait devenu multimillionnaire au terme de cinq ans d'exercice parlementaire ; les membres du bureau, selon la position, ayant des avantages financiers de loin supérieurs à ceux des autres députés nationaux. Le député membre du bureau toucherait alors en un mois le revenu valant la somme de salaires de toute une carrière de son ancien collègue enseignant. La RDC devient ainsi le seul pays au monde où pour devenir facilement millionnaire, il faut plutôt faire la politique et non l'entrepreneuriat. Le Président de la République avait promis de fabriquer des millionnaires au cours de son mandat (2019-2023) ; il en aura fabriqué certainement plusieurs, mais sortis pour l'essentiel de la mauvaise moule.

Ce que je pense est que ces émoluments et autres avantages financiers hors norme offerts gracieusement aux députés nationaux sont considérés par la plupart de Congolais comme une sorte de corruption massive et permanente pour tétaniser toute action de ces



deniers contre le pouvoir politique en place. Sinon, leurs niveaux respectifs seraient rabattus juste après l'indignation manifeste y relative de la population. Ces émoluments, du reste payés régulièrement (alors que ceux des députés provinciaux le sont irrégulièrement), apparaissent aussi comme un arbre qui cache la forêt. En effet, Il existerait un pan du secteur public (présidence, sénat, gouvernement central, institutions publiques, entreprises publiques, structures spécialisées, etc...) où le niveau du revenu total perçu mensuellement est excessif. Ce qui ne laisse pas les Congolais indifférents. En effet, tout le monde veut faire de la politique. Celle-ci crée facilement des millionnaires que toute autre activité dans le pays. Il vous suffit seulement de vous battre pour être à la présidence de la République, au gouvernement, dans les cabinets de travail des différentes institutions politiques ou dans une des structures publiques spécifiques. Ou alors, d'investir moins de 10.000 USD en termes d'une campagne électorale pour épargner plus d'un million USD au terme de la mandature comme député national. En conséquence, le pays dispose vraisemblablement du nombre le plus élevé des partis politiques au monde, soit 913 dont près de la moitié créée au cours de cinq dernières années. Il y a des individus qui disposent seuls de plusieurs partis ou regroupements politiques. Rien qu'à voir leurs dénominations, il y a de quoi s'étonner. AAA-X, ABC-Z, ABCD-Y, etc... Des partis, communément appelés « mosaïque », dont le nom n'évoque aucun engagement idéologique en faveur du développement. Il n'est donc pas exclu, si la tendance observée au cours de cinq dernières années se maintient, que l'on atteigne la ridicule performance de 1.500 partis politiques à la prochaine élection de fin 2028. Malheureusement, la quasi-totalité de partis existants ne sont que des entreprises familiales et commerciales. Composés pour l'essentiel de membres de la famille restreinte, ils n'ont de bureaux nulle part dans le pays. En réalité, ce sont des institutions à but lucratif localisées dans les mallettes des présidents fondateurs. Elles se vendent aussi sur le marché secondaire au prix alléchant

dépassant les 15.000 USD par unité, de quoi créer une petite et moyenne entreprise ! L'activité politique attire ainsi beaucoup de gens au détriment d'autres secteurs productifs qu'il n'est pas exclu de projeter à long terme l'effondrement du pays tout entier. En effet, comme tout le monde le sait, la politique n'est pas une activité génératrice directe de revenus. Elle sert plutôt à créer dans le pays des conditions d'infrastructures et de gouvernance favorables à la prospérité de l'ensemble de citoyens. En RDC, c'est plutôt l'inverse qui se produit. Les hommes au pouvoir travaillent pour détruire les infrastructures et assombrir le climat des affaires. Du coup, l'activité politique devient financièrement plus rentable que l'activité privée. Ainsi, des Congolais quittent en masse les autres secteurs pour s'engager dans la politique. Des entrepreneurs, créateurs par excellence des richesses dans un pays, soutiennent : « C'est éprouvant de gagner de l'argent dans le secteur privé, et cela prend énormément du temps que prévu. Autant aller en politique où tout est facile et rapide ». A chacun, son tour. Les corps de professionnels et de métiers se vident aussi : professeurs d'université, fonctionnaires internationaux, enseignants, avocats, médecins et infirmiers, musiciens et danseurs, journalistes, sportifs, comédiens, etc. La conséquence à terme est imparable : il y aura moins d'acteurs de production, moins de revenus imposables, moins de ressources à partager entre politiciens, moins de ressources pour investir dans les infrastructures et garantir la sécurité nationale, plus de tensions politiques, et enfin plus de manifestations, de groupes armés, de rebellions et de guerres... Le cercle vicieux se sera ainsi fermé : moins de ressources, plus de problèmes, moins de ressources.

Ce que je pense est qu'il faut que les Congolais se ressaisissent et repensent leur philosophie de vie. On ne va pas en politique pour s'enrichir et tuer l'économie qui crée de richesses dans un pays. On y va pour bâtir des institutions de qualité favorables au progrès de la majorité des citoyens. C'est pour garantir un



environnement des affaires capable de produire de vrais millionnaires. Ceux qui détiennent des entreprises pouvant payer des salaires décents et octroyer des primes ou bonus d'encouragement alléchants lorsque les affaires prospèrent. (Il y a des managers d'entreprises qui peuvent percevoir de bonus de plusieurs millions USD par an). Des millionnaires qui paient les impôts et taxes permettant à l'Etat de construire des infrastructures de toute sorte, de pourvoir la sécurité à tous les citoyens et de promouvoir l'éducation et la santé de qualité. C'est

cela l'évidence : les vrais millionnaires sont produits par le secteur privé et non par le secteur politique qui n'en a pas la vocation. Les vrais millionnaires enrichissent l'Etat et le peuple. Les faux millionnaires (politiciens, responsables des entreprises et autres institutions publiques, membres de cabinets, etc...) appauvrissent l'Etat et le peuple. Le choix est clair : choisissons de produire les vrais millionnaires, sinon, nous faisons de la politique pour tuer le pays.

Kindu, le 24 juillet 2023.

Résumé exécutif

Situation économique

- **Au niveau international**, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) en juillet 2023, la croissance économique mondiale devrait ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3 % en 2023, en raison de l'augmentation des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation ; ce qui a un impact sur l'activité économique. Pour une reprise économique solide, il est crucial de renforcer la supervision financière, surveiller les risques affectant les systèmes financiers et coordonner efficacement les politiques économiques.
- En ce qui concerne l'inflation, le FMI prévoit une baisse progressive en 2023, passant de 8,7 % en 2022 à 6,8 % en 2023, puis à 5,2 % en 2024. Cette désinflation est attribuable à l'efficacité des resserrements de politiques monétaires des banques centrales pour contrôler les pressions inflationnistes et stabiliser la conjoncture économique mondiale.
- Les marchés boursiers ont enregistré une tendance haussière en juillet 2023, en grande partie due à la dépréciation du dollar américain, qui a incité les investisseurs à rechercher des actifs refuge pour préserver la valeur de leur capital face à la dépréciation monétaire.
- Sur le marché des changes international, le dollar américain s'est déprécié par rapport à l'euro, à la livre sterling, au yen japonais et au yuan chinois en raison du déficit de la balance courante des États-Unis et de la politique monétaire accommodante adoptée pour lutter contre l'inflation.
- Quant au commerce international, les perspectives de croissance demeurent incertaines, notamment pour le second semestre 2023, en raison de facteurs négatifs tels que la trajectoire de la demande mondiale, l'évolution de sa composition en faveur des services intérieurs, et les obstacles aux échanges.
- Concernant les matières premières, le prix du cuivre a augmenté et s'est stabilisé autour de 39 424 dollars la tonne métrique en juillet 2023 en raison de la reprise de l'économie mondiale. De même, les prix de l'or ont augmenté en réaction à la dépréciation du dollar américain. Sur le marché du pétrole brut, les prix ont également augmenté en raison des signes de reprise de l'activité économique mondiale. Il convient de surveiller attentivement l'évolution de ces prix, car ils peuvent influencer l'inflation et l'économie mondiale dans son ensemble.
- **Au niveau national**, le cadre macroéconomique s'est davantage détérioré. En effet, la monnaie nationale s'est dépréciée de 8,04% sur le marché interbancaire et de 5,24% sur le marché parallèle. Au cours du mois de juillet 2023, l'économie nationale a enregistré des variations positives des taux d'inflation comparativement au mois précédent. L'inflation cumulée a progressé de 61,45% en se situant à 16,30% à la troisième semaine de juillet 2023 contre 10,09% le mois précédent. L'inflation en glissement annuel et l'inflation annualisée ont respectivement varié de 32,39% et -2,58% entre juin et juillet 2023.
- Du côté des finances publiques, le Trésor public a enregistré, à la troisième semaine du mois de juillet 2023, un déficit de 651 235,00 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 998 558,00 millions de CDF (dont 22,38% de dépenses en capital) contre de recettes de 1 347 323,00 millions de CDF (dont 85,05% de recettes fiscales).
- Enfin, l'actualité économique du mois de juillet 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Il s'agit de : (i) la baisse du taux d'intérêt d'accès aux crédits auprès du FPI ; (ii) le rappel par la BCC de l'interdiction d'affichage public du taux de change ; (iii) l'avancée vers le partage de production des hydrocarbures entre la RDC et l'Angola ; (iv) l'attente entre la RDC et l'Afrique du Sud pour la relance du projet Inga 3 ; (v) l'explication des facteurs à la base de la cherté de la vie par l'ODEP ; (vi) la signature d'un accord entre la RDC, l'Angola et la Zambie pour les exportations des minerais à travers le corridor ferroviaire de Lobito ; (vii) hausse des prix des biens de consommation courante dont la farine et le pain ; (viii) la hausse significative du prix du litre de carburant au Maniema.

Situation politique

Le mois de juillet 2023 a été marqué par plusieurs événements politiques importants en République démocratique du Congo (RDC).

- **Le dépôt des candidatures à la Députation nationale**

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a débuté le 26 juin 2023 la réception des candidatures à la députation nationale. La date limite de dépôt était initialement prévue pour le 15 juillet 2023, mais elle a été prorogée d'une semaine, jusqu'au 23 juillet 2023. Cette prorogation a été accordée en raison du nombre élevé de candidatures reçues.

Le dépôt des candidatures à la députation nationale a été marqué par des problèmes d'organisation et de transparence. De nombreux candidats ont été empêchés de déposer leur candidature et il y a eu des accusations de fraudes.

- **La mort de l'Honorable Chérubin Okende**

Le député national et ancien ministre des Transports, Chérubin Okende, a été retrouvé mort le 13 juillet 2023 à Kinshasa. Il avait été abattu par balles dans sa voiture. M. Okende était un proche de l'un des principaux opposants au président Félix Tshisekedi, Moïse Katumbi et avait été arrêté en 2021 pour sa participation à des manifestations antigouvernementales. Il avait été libéré quelques mois plus tard.

La mort de Chérubin Okende a soulevé des questions sur la sécurité des opposants politiques en RDC.

- **Le lancement des 9èmes jeux de la francophonie**

Le président Félix Tshisekedi a ouvert les 9èmes jeux de la Francophonie le 28 juillet 2023 au Stade des Martyrs à Kinshasa. Plus de 80 000 spectateurs ont assisté à cette cérémonie, qui a été retransmise en direct à la télévision. Les jeux se déroulent du 28 juillet au 06 août 2023 et rassemblent des athlètes et artistes de 54 pays francophones.

L'ouverture des 9èmes jeux de la Francophonie est un événement positif pour la RDC. Les jeux permettent au pays de se montrer au monde et de promouvoir sa culture. Cependant, les jeux se déroulent dans un contexte difficile, marqué par la violence et l'instabilité politique.

Les événements politiques du mois de juillet 2023 illustrent les défis auxquels la RDC est confrontée. Le pays est toujours en proie à la violence et à l'instabilité politique. La mort de Chérubin Okende est un rappel de la violence qui sévit dans le pays. L'ouverture des jeux de la Francophonie est un signe d'espoir, mais il reste encore beaucoup à faire pour que la RDC puisse atteindre son plein potentiel.

1. Contexte international

I.1. Croissance économique

Selon les estimations de référence du Fonds Monétaire International, la croissance économique mondiale devrait ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3 % en 2023, en raison des effets contracycliques de la hausse des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, ce qui pèse sur l'activité économique. Toutefois, bien que les préoccupations immédiates concernant la santé du secteur bancaire se soient estompées, le niveau élevé des taux d'intérêt, résultant du resserrement continu des politiques monétaires des banques centrales, a considérablement durci les conditions d'octroi de prêts, entraînant une diminution de l'offre de crédit et une baisse de la demande globale.

Il est important de noter que l'augmentation des taux d'intérêt a également des répercussions sur le secteur des finances publiques, en particulier dans les économies les plus pauvres qui font face à des coûts élevés liés à leur dette libellée en dollars américains, ce qui réduit considérablement leur marge de manœuvre budgétaire, en particulier pour les investissements prioritaires.

Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale dépendra du renforcement de la supervision financière et de la surveillance des risques pouvant affecter la capacité de résilience des systèmes financiers, ainsi que d'une coordination efficace des politiques économiques.

Figure 1 » PROJECTIONS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



Source : Fonds monétaire international.

La Figure 1 illustre que la croissance des économies avancées devrait fléchir à 1,5 % en 2023, tandis que celle des économies de marché émergentes et en développement devrait connaître une stagnation à 4 % au cours de la même année. Cela s'explique par le fait que ces économies ont été moins affectées par les turbulences récentes dans les économies avancées, bien qu'elles se trouvent néanmoins dans une situation économique difficile.

Dans ce contexte particulier de la conjoncture économique mondiale, les banques centrales devraient donc poursuivre leurs efforts pour rétablir la stabilité du niveau général des prix et renforcer la supervision financière. Parallèlement, les gouvernements devraient également constituer des réserves budgétaires afin de faciliter le rééquilibrage budgétaire en apportant un soutien ciblé aux populations les plus vulnérables. Ceci



permettrait de progressivement ramener l'inflation vers les niveaux cibles. Une approche coordonnée entre les acteurs économiques est essentielle pour surmonter les défis actuels et favoriser une reprise économique durable.

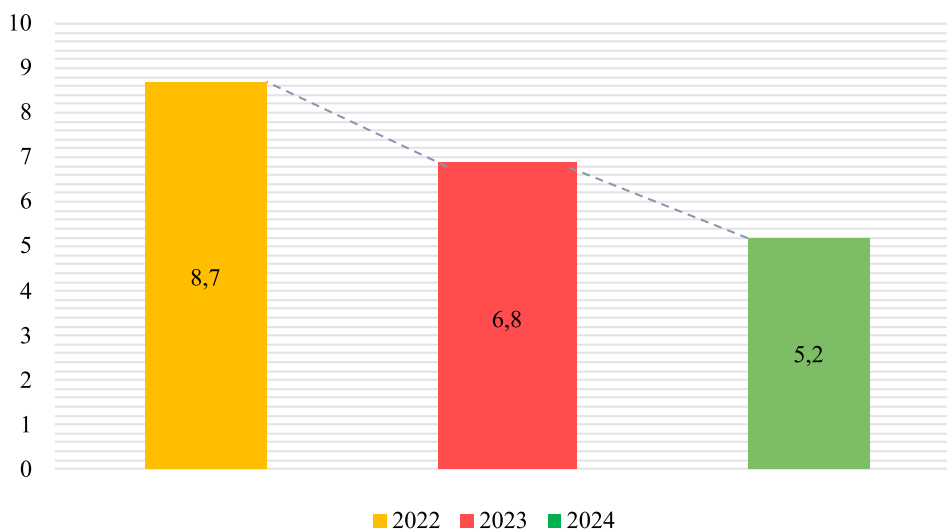
1.2. Inflation

Selon les projections du Fonds Monétaire International, l'inflation mondiale en 2023 a ralenti après avoir atteint des niveaux élevés en 2022. En effet, elle suit une trajectoire à la baisse, passant de 8,7 % en 2022 à 6,8 % en 2023, pour s'établir à 5,2 % en 2024. Ce processus de désinflation peut être attribué à l'efficacité du durcissement des politiques monétaires appliquées par les banques centrales, qui visent à amortir les pressions inflationnistes et à maîtriser la conjoncture économique mondiale. Cependant, il est important de noter que l'inflation hors énergie et alimentaire a ralenti plus progressivement en moyenne, mais reste

encore supérieure aux objectifs cibles de la plupart des banques centrales. Par ailleurs, la diminution prévue de la demande de produits manufacturés et les efforts pour améliorer les chaînes d'approvisionnement mondiales peuvent également expliquer ce processus de désinflation à l'échelle mondiale.

Face à la persistance de l'inflation hors énergie et alimentaire élevée, il est essentiel que les banques centrales continuent de resserrer leurs politiques monétaires. Cependant, il convient de souligner que la mise en œuvre de réformes structurelles pourrait jouer un rôle significatif dans la lutte contre l'inflation à moyen et long terme, en améliorant la productivité et en réduisant les contraintes pesant sur l'offre globale. Cela permettrait d'atténuer les effets néfastes de l'inflation sur les ménages, en particulier sur les populations les plus vulnérables, et de réduire les inégalités économiques et sociales.

Figure 2 » PRÉVISION DU TAUX D'INFLATION MONDIALE



Source : Fonds Monétaire International.



En comparaison avec la tendance à la hausse observée en 2022, la Figure 2 indique que ces pressions sur les prix devraient baisser à partir de 2023, tout en restant au-dessus des objectifs cibles des banques centrales. Néanmoins, les politiques de durcissement monétaire continueront d'accroître le coût de l'emprunt pour les ménages et les entreprises et limiteront l'accès au crédit pour eux, entraînant ainsi des coûts sociaux élevés pour les ménages. Dans cette optique, il est nécessaire que la

politique monétaire vise à maintenir la stabilité des prix, tandis que la politique budgétaire doit chercher à soulager les pressions sur le coût de la vie pesant sur les populations les plus vulnérables et qui subissent une érosion de leur pouvoir d'achat. Une approche équilibrée et coordonnée des politiques économiques est essentielle pour assurer une reprise économique durable et inclusive.

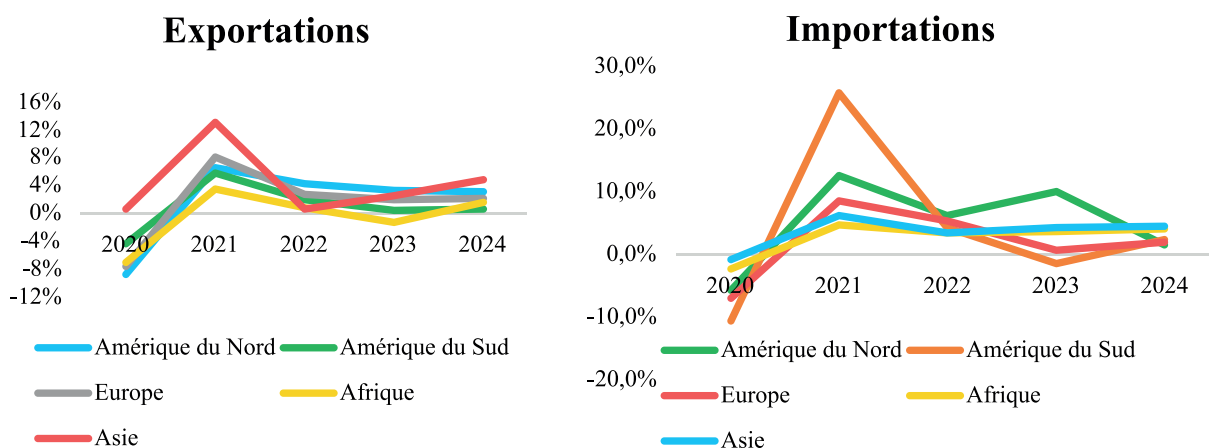


I.3. Commerce international

Selon les derniers rapports de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les perspectives de croissance du commerce mondial demeurent incertaines, en particulier pour le second semestre de l'année 2023, en raison de plusieurs facteurs négatifs. Le ralentissement du commerce mondial peut être expliqué par diverses raisons, dont la trajectoire de la demande mondiale qui

évolue en faveur des services intérieurs, les effets décalés de l'appréciation du dollar américain entraînant un ralentissement des échanges en raison de la facturation généralisée des produits dans cette devise, ainsi que la multiplication des obstacles aux échanges et les tensions géopolitiques persistantes, notamment avec le conflit en Ukraine.

Figure 3 » CROISSANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES

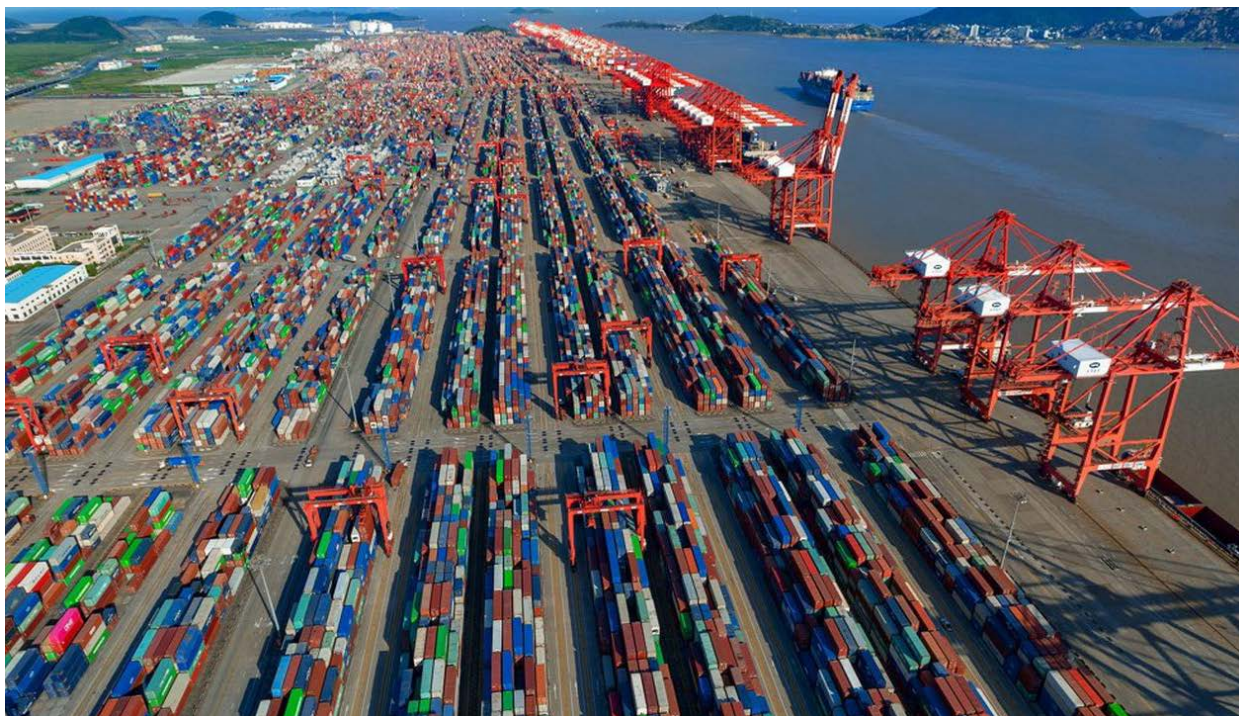


Source: OMC.

L'analyse de la Figure 3 met en évidence une diminution de la demande d'importations en raison du ralentissement de la croissance au sein des grandes économies. En Europe, l'augmentation des prix de l'énergie due au conflit russo-ukrainien exercera une pression sur les dépenses des ménages et entraînera des coûts plus élevés dans le secteur manufacturier. En Amérique du Nord, la poursuite du resserrement de la politique monétaire aura des effets sur les dépenses liées aux taux d'intérêt, en particulier dans les secteurs du logement, de l'automobile et de l'investissement en capital fixe. En Asie, l'assouplissement des mesures liées à la pandémie de COVID-19, notamment en Chine, devrait stimuler la demande de consommation accumulée dans le pays et soutenir ainsi le commerce international. Enfin, la hausse des factures d'importation des produits alimentaires en Afrique et

en Amérique latine pourrait entraîner des conséquences telles qu'une insécurité alimentaire et un endettement excessif dans ces économies en développement.

Face à ces défis majeurs auxquels sont confrontés les échanges mondiaux de biens et de services, il est essentiel de mettre en œuvre des mesures visant à soutenir et à stimuler la croissance du commerce international. Dans ce contexte, il est nécessaire de favoriser la stabilité macro-économique et financière, de promouvoir l'ouverture des marchés, d'améliorer les infrastructures commerciales et de renforcer la coopération internationale. Des politiques bien coordonnées et des efforts conjoints au niveau international seront essentiels pour surmonter les obstacles actuels et favoriser une reprise durable du commerce mondial.



I.4. Marché financier

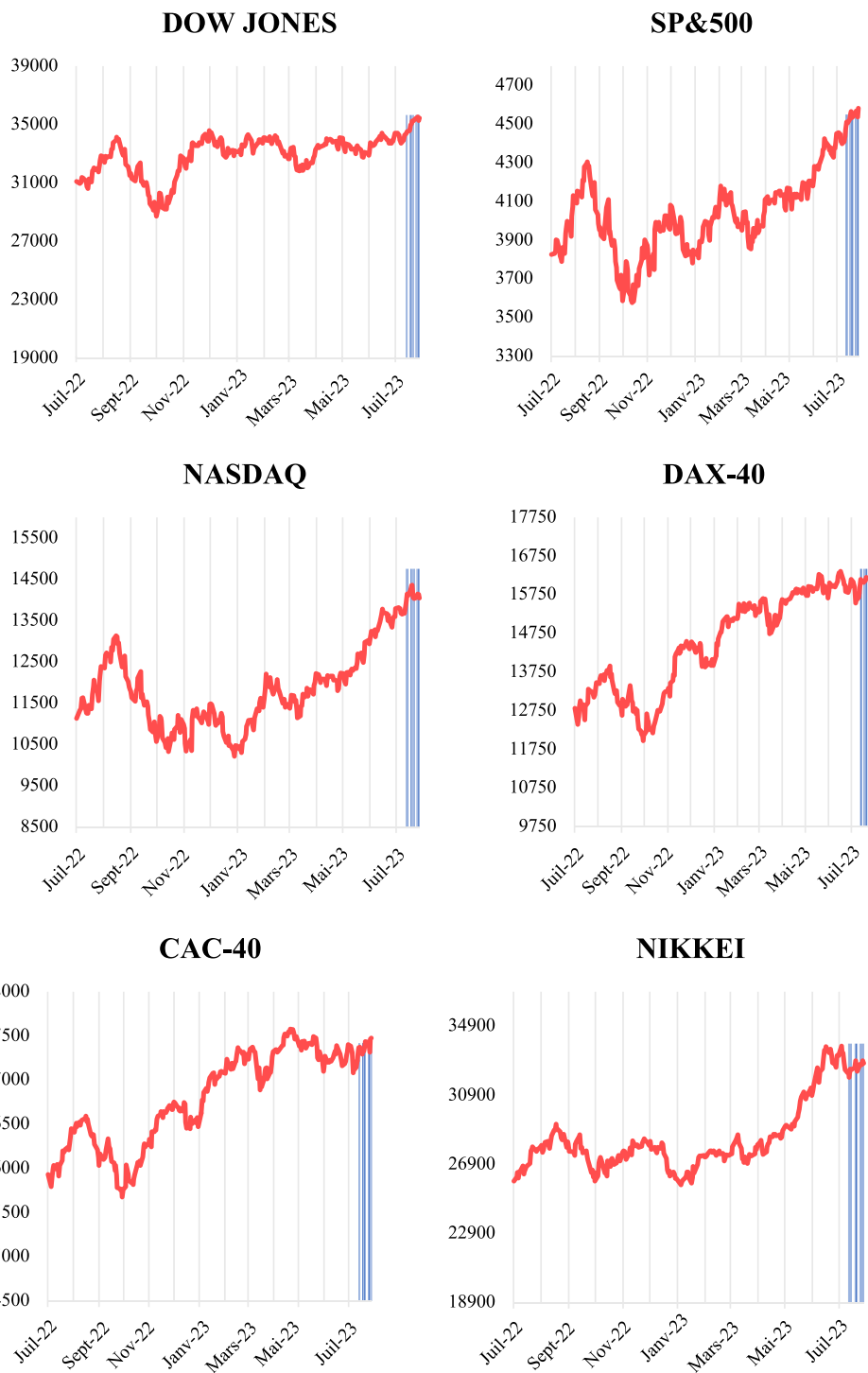
En juillet 2023, les marchés financiers ont affiché une trajectoire ascendante remarquable, avec une dynamique haussière presque généralisée. Les principaux indices boursiers tels que le Dow Jones, le S&P500 et le Nasdaq ont atteint des niveaux records de 35 459 points, 4 589 points et 14 050 points respectivement à la clôture du mois. Les places boursières européennes ont également connu une tendance similaire.

Le CAC-40 sur le marché boursier parisien a enregistré une légère progression, passant de 7 400 points à 7 476 points à la fin de juillet 2023. En Allemagne, l'indice DAX-40 a connu une appréciation encore plus marquée, atteignant 16 469 points à la fin du mois. Cependant, la Bourse de Tokyo a enregistré une légère baisse, passant de 33 189 points en juin 2023 à 32 759 points à la fin de juillet 2023.

Ces gains sur les indices boursiers sont attribuables aux pressions baissières exercées sur le dollar américain. La dépréciation de la devise américaine pousse les investisseurs privés à rechercher des actifs refuge pour préserver la valeur de leur capital face à la dépréciation monétaire. Les actifs boursiers sont ainsi devenus une alternative prisée, avec une augmentation de la demande sur les marchés financiers due aux spéculations des opérateurs visant à protéger leur pouvoir d'achat.



Figure 4 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX COURS DE CHANGES



Source : Macrotrends.



I.5. Marché des changes

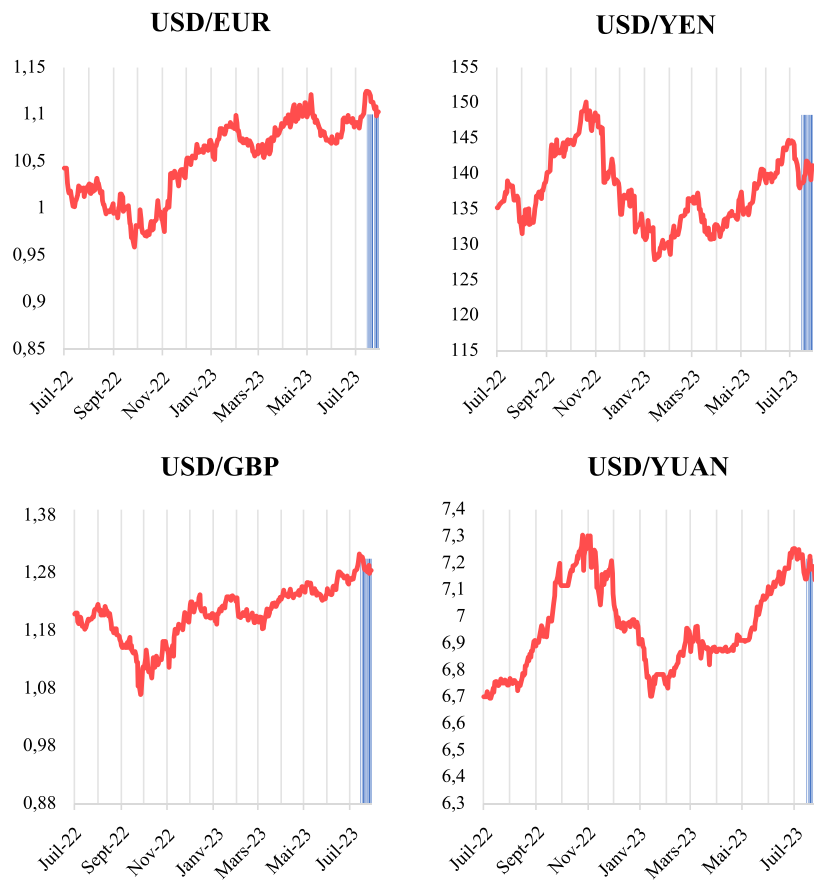
Au cours de juillet 2023, les indices boursiers majeurs ont enregistré une hausse remarquable, entraînant une dévalorisation substantielle du dollar américain par rapport à l'euro et à la livre sterling. À la clôture mensuelle, l'euro s'est apprécié à 1,1031 USD/EUR, tandis que la livre sterling a atteint environ 1,2846 USD/GBP. Cette dépréciation du dollar peut être attribuée principalement à deux facteurs externes majeurs : le déficit de la balance courante américaine, qui témoigne

de la détérioration de l'économie des États-Unis, et la poursuite de la politique monétaire accommodante des banques centrales, visant à maîtriser l'inflation.

Le yen japonais a également connu une tendance haussière au cours de cette période, indiquant sa légère appréciation par rapport au dollar américain. De même, la devise chinoise, le yuan, a conforté sa position face au billet vert.



Figure 5 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS



Source : Macrotrends.





I.6. Marché des produits stratégiques

- Or

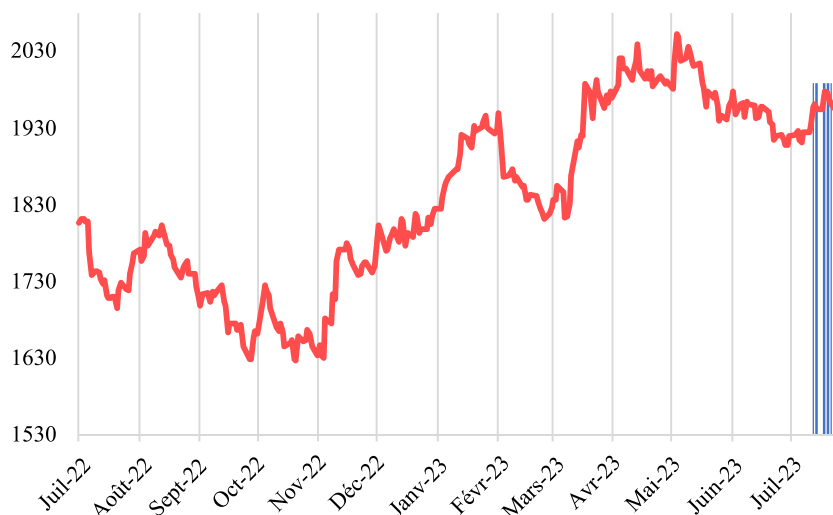
En juillet 2023, les cours de l'or ont enregistré une tendance à la hausse, contrairement au mois précédent, atteignant 1 959 USD l'once à la clôture du mois. Cette augmentation est principalement attribuable à la dépréciation du dollar américain sur le marché des changes. L'affaiblissement du billet vert suscite un intérêt considérable pour l'or en tant que valeur refuge, car les investisseurs se tournent vers ce métal précieux pour se protéger contre les fluctuations monétaires et les incertitudes économiques. Cependant, l'évolution des prix de l'or reste tributaire des mesures de politique monétaire que la Réserve fédérale américaine (Fed) décidera de prendre.

Il est crucial de noter que les décisions de politique monétaire de la Fed ont un impact significatif sur les prix de l'or. Les mesures expansionnistes, telles que

la baisse des taux d'intérêt, peuvent entraîner une augmentation de la valeur de l'or en réduisant le coût d'opportunité de sa détention par rapport à d'autres actifs financiers. En revanche, une politique monétaire restrictive, caractérisée par une augmentation des taux d'intérêt, peut entraîner une baisse des prix de l'or en raison de la diminution de la demande pour les valeurs refuge.

L'or est souvent perçu comme un actif sûr en période d'incertitude économique et financière, ce qui incite les investisseurs à le considérer comme un moyen de protéger leur capital et de diversifier leur portefeuille. Toutefois, les prix de l'or sont influencés par de nombreux facteurs, tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les fluctuations des devises, la confiance des investisseurs, ainsi que les conditions macroéconomiques mondiales. Une analyse critique de ces facteurs est essentielle pour comprendre l'évolution des cours de l'or et anticiper les tendances futures.

Figure 6 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DE L'OR (EN USD PAR ONCE)



Source : Macrotrends.



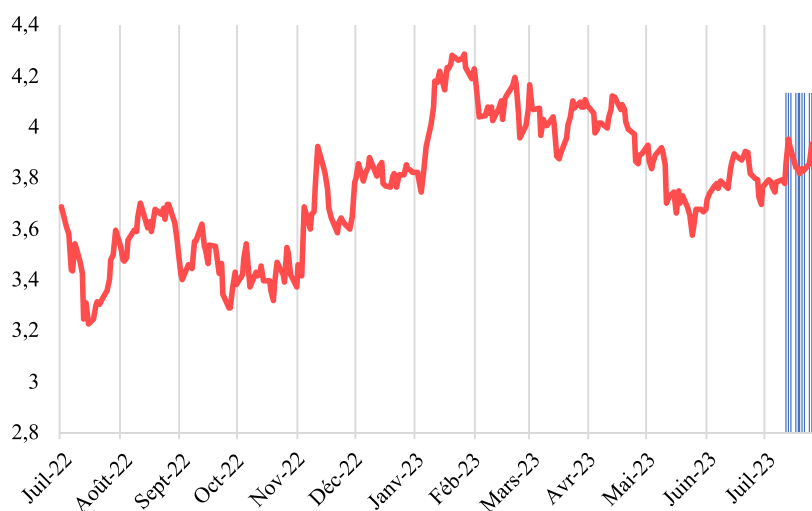
- Cuivre

Après une tendance baissière le mois précédent, les prix du cuivre ont légèrement augmenté en juillet 2023, atteignant une moyenne de 39 424 USD par tonne métrique. Cette hausse peut être attribuée à une légère reprise de l'économie mondiale.

Il est donc essentiel de surveiller attentivement les développements économiques, géopolitiques et monétaires pour évaluer les perspectives du marché

du cuivre. Les fluctuations des prix du cuivre peuvent avoir des répercussions significatives sur les entreprises, les pays producteurs et les investisseurs, et constituent un indicateur important de l'activité économique globale. Une analyse critique des facteurs qui influencent le marché du cuivre est nécessaire pour mieux comprendre son évolution et ses implications pour l'économie mondiale.

Figure 7 » EVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU CUIVRE (EN MILLIERS D'USD PAR TONNE)



Source : OMC.

- Pétrole

En juillet 2023, les prix du pétrole brut ont légèrement accéléré tant sur le marché américain (WTI) que sur le marché européen (Brent), atteignant respectivement 74,1 USD le baril pour le WTI et 82,53 USD le baril pour le Brent à la clôture du mois. Cette hausse est attribuée aux perspectives d'une reprise économique mondiale.

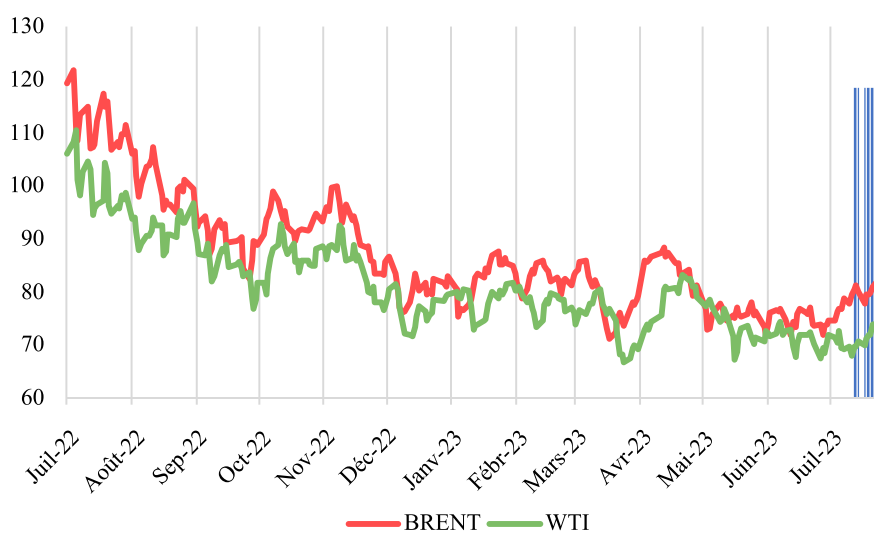
Cependant, l'évolution à long terme du marché reste incertaine et dépendra notamment des décisions prises lors de la prochaine réunion des pays membres de l'OPEP+ concernant la politique de limitation de l'offre de pétrole.



Le marché pétrolier est sujet à des incertitudes liées à la situation géopolitique et économique mondiale, ainsi qu'aux décisions de l'OPEP+ concernant la production de pétrole. Ces facteurs, combinés aux mesures de relance économique mises en œuvre par les gouvernements, auront un impact significatif sur l'évolution future du marché. Il est donc essentiel de surveiller de près ces développements pour comprendre leur influence sur la demande et l'offre de pétrole, et par conséquent, sur les prix du marché.

La situation géopolitique mondiale joue également un rôle clé dans les fluctuations des prix du pétrole. Les tensions géopolitiques, qu'elles soient liées à des conflits régionaux ou à des sanctions économiques, peuvent perturber l'approvisionnement en pétrole et entraîner des variations des prix. Les investisseurs restent attentifs à ces développements pour évaluer les risques potentiels pesant sur l'offre de pétrole et leur impact sur le marché. Une analyse critique de ces facteurs est essentielle pour appréhender les possibles évolutions du marché pétrolier à moyen et long terme.

Figure 8 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU PÉTROLE (EN USD PAR BARIL)



Source: Macrotrends.



2. Contexte national

II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois de juillet 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Il s'agit de : (i) la baisse du taux d'intérêt d'accès aux crédits auprès du FPI ; (ii) le rappel par la BCC de l'interdiction d'affichage public du taux de change ; (iii) l'avancée vers le partage de production des hydrocarbures entre la RDC et l'Angola ; (iv) l'attente entre la RDC et l'Afrique du Sud pour la relance du projet Inga 3 ; (v) l'explication des facteurs à la base de la cherté de la vie par l'ODEP ; (vi) la signature d'un accord entre la RDC, l'Angola et la Zambie pour les exportations des minerais à travers le corridor ferroviaire de Lobito ; (vii) hausse des prix des biens de consommation courante dont la farine et le pain ; (viii) la hausse significative du prix du litre de carburant au Maniema.

Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous :

1. Baisse du taux d'intérêt d'accès aux crédits auprès du FPI

Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, encourage les opérateurs économiques de la région de Beni-Butembo et Lubero à demander des crédits auprès du Fonds de promotion de l'industrie (FPI). Le gouvernement a réduit les taux d'intérêt d'accès aux crédits du FPI de 10% à 6% pour toutes les entreprises et à 4% pour les entreprises dirigées par des jeunes et des femmes. Cette mesure vise à faciliter la création et la relance des unités industrielles dans la région touchée par l'insécurité.

Ces mesures visent à stimuler l'économie de la région en encourageant les opérateurs économiques à accéder plus facilement aux financements pour leurs activités industrielles. Le ministre souligne que le gouvernement crée les conditions propices pour permettre aux opérateurs économiques de développer leurs activités et de contribuer à la relance économique.

Il est intéressant de noter que le nombre d'industries en RDC a considérablement diminué depuis l'indépendance en 1960, passant de 9 600 à 525 en 2019. Cette réalité a incité le gouvernement à mettre en place des politiques telles que la subdivision du pays en six espaces industriels et la promotion des zones économiques spéciales pour stimuler le développement industriel.

Cette initiative du gouvernement, avec la réduction des taux d'intérêt du FPI, vise à inverser cette tendance en encourageant la création et la relance des unités industrielles. Cependant, il est important de noter que la disponibilité de financements abordables n'est qu'un aspect du défi auquel sont confrontées les entreprises. D'autres facteurs tels que l'instabilité sécuritaire, les infrastructures défaillantes, la corruption et les contraintes réglementaires peuvent également décourager la croissance et la compétitivité du secteur industriel en RDC. Il sera donc crucial de s'attaquer à ces problèmes de manière globale pour favoriser un véritable développement industriel dans la région.

2. Rappel par la BCC de l'interdiction d'affichage public du taux de change

La spéculation sur le taux de change continue de se répandre en République démocratique du Congo (RDC). Pour faire face à cette situation, la gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC), Malangu Kabedi, a rappelé lors d'une réunion du Conseil des ministres l'obligation pour les bureaux de change et les cambistes manuels de respecter la réglementation édictée par la BCC, en particulier l'interdiction d'afficher publiquement les taux de change. Le gouvernement congolais est encouragé à poursuivre ses efforts pour soutenir la production nationale et réduire la dépendance aux importations.

La gouverneure de la BCC a souligné que le taux de change indicatif s'établissait à 2 411 CDF pour un dollar américain au 29 juillet 2023, enregistrant une tendance à la dépréciation par rapport à la semaine précédente. Cette tendance a également été observée sur le marché parallèle, avec un taux de change de 2 427,5 CDF pour un dollar américain.

Dans un contexte de croissance économique mondiale faible, de pressions inflationnistes persistantes dans les grandes économies et de l'impact de l'inflation importée ainsi que des tensions entre la RDC et le Rwanda, la gouverneure de la BCC a recommandé le maintien de la coordination entre les politiques budgétaire et monétaire, ainsi que le respect du pacte de stabilité interdisant le financement monétaire du déficit de l'État.

La spéculation sur le taux de change et la dépréciation de la monnaie congolaise par rapport au dollar américain soulignent les défis auxquels est confrontée l'économie de la RDC. La spéculation peut être alimentée par une volatilité économique, des pressions inflationnistes et des facteurs géopolitiques tels que les tensions régionales. La gouverneure de la BCC prend des mesures pour réglementer les bureaux de change et les cambistes afin de freiner la spéculation, mais il reste des défis à surmonter pour stabiliser le taux de change.

La dépréciation de la monnaie congolaise peut avoir des conséquences négatives sur l'économie, notamment en augmentant le coût des importations, ce qui peut entraîner une hausse des prix des biens de consommation et une pression inflationniste. Cela peut également nuire à la confiance des investisseurs et à la stabilité financière.

La recommandation de maintenir la coordination entre les politiques budgétaire et monétaire ainsi que le pacte de stabilité visant à éviter le financement monétaire du déficit de l'État est pertinente pour préserver la stabilité macroéconomique et limiter les risques d'inflation. Cependant, il est important

de mettre en œuvre ces mesures de manière efficace et transparente afin de restaurer la confiance et de favoriser un environnement économique favorable à la croissance et à l'investissement en RDC.

3. Avancée vers le partage de production des hydrocarbures entre la RDC et l'Angola

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola ont convenu de signer un contrat de partage de production du pétrole de la zone maritime commune, mettant fin à 16 ans de discussions. Cet accord permettra la prospection, l'exploration, l'évaluation, le développement et la production d'hydrocarbures liquides et gazeux dans la zone maritime commune. Les revenus de la concession seront répartis à parts égales entre les deux pays, soit 50% pour chacun.

Cet accord marque une étape importante dans la coopération pétrolière entre la RDC et l'Angola, avec la volonté de diversifier l'économie congolaise qui dépend principalement du secteur minier. La RDC avait exprimé son désir de devenir un pays producteur de pétrole en Afrique et avait lancé un appel pour attirer des exploitants intéressés par les blocs pétroliers et gaziers du pays.

La signature imminente de l'accord de gouvernance et de gestion de la zone maritime commune ouvre la voie à une coopération plus étroite dans le secteur pétrolier entre les deux pays. Cela offre également des perspectives économiques prometteuses pour la RDC, qui pourrait améliorer considérablement son espace budgétaire grâce aux revenus pétroliers supplémentaires.

Cependant, il convient de noter que l'exploitation pétrolière présente des défis, notamment en termes de gestion environnementale et de transparence financière. La RDC devra s'assurer que les revenus pétroliers bénéficient à l'économie nationale de manière équitable et durable, tout en évitant les écueils de la malédiction des ressources naturelles qui ont

affecté d'autres pays producteurs de pétrole en Afrique. Une gouvernance solide et une supervision adéquate seront nécessaires pour garantir que les avantages de cette collaboration pétrolière profitent réellement au développement économique et social de la RDC.

4. Attente entre la RDC et l'Afrique du Sud pour la relance du projet Inga 3

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Afrique du Sud ont réaffirmé leur engagement à relancer le projet hydroélectrique Inga 3 lors de la visite du président sud-africain en RDC. Inga 3 fait partie du projet plus vaste appelé Grand Inga, qui pourrait avoir une capacité de production de 40 GW. Le projet vise à exploiter le potentiel hydroélectrique des chutes d'Inga pour répondre aux besoins en électricité de la région.

Le projet Inga 3 a rencontré des obstacles, notamment des problèmes bureaucratiques et des désaccords entre la RDC et ses partenaires. Initialement soutenu par la Banque mondiale, qui envisageait d'exporter l'électricité produite vers l'Afrique du Sud et les mines de l'est de la RDC, le projet a perdu le soutien de la Banque mondiale en raison de divergences stratégiques.

Cependant, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a indiqué qu'il avait entamé des discussions avec de nouveaux partenaires potentiels, notamment la Chine et la Banque mondiale, et que la Banque mondiale était à nouveau intéressée par le projet. Ces développements sont encourageants pour l'avenir d'Inga 3.

Selon un rapport de la commission bilatérale cité par Reuters, l'accord pour le projet devrait être finalisé dans les 18 prochains mois, ce qui permettrait de commencer les travaux d'ingénierie. Cette relance du projet Inga 3, associée aux précédents barrages Inga 1 et Inga 2, pourrait ouvrir une nouvelle ère de production hydroélectrique en RDC.

Cependant, il est important de noter que le projet Inga 3 doit faire face à des défis majeurs, notamment en termes de financement, de coordination des parties prenantes et d'impact environnemental. Des efforts concertés seront nécessaires pour garantir la transparence, la durabilité et l'inclusion des parties prenantes locales dans le processus de développement du projet. De plus, il est crucial de veiller à ce que les avantages économiques et énergétiques du projet bénéficient réellement à la population congolaise, en particulier aux communautés locales, et contribuent au développement économique durable du pays.

5. Explication des facteurs à la base de la cherté de la vie par l'ODEP

L'Observatoire de la dépense publique (ODEP) met en évidence les facteurs qui contribuent à la hausse des prix des produits de première nécessité en République démocratique du Congo (RDC) et à la baisse du pouvoir d'achat de la population. L'un des problèmes principaux identifiés est la perpétuation du système néocolonial, où l'exploitation économique historique du pays continue d'avoir des répercussions sur la situation actuelle. L'ODEP souligne que des produits tels que la farine de maïs, la semoule, le charbon de bois et le riz ont connu des augmentations de prix significatives ces dernières années.

Le président du Conseil d'administration de l'ODEP dénonce le fait que les entreprises étrangères, en collaboration avec les élites locales, tirent profit des ressources naturelles de la RDC sans que cela bénéficie réellement à la population. Cette situation entrave le développement économique et contribue à la hausse des prix des biens de consommation.

L'ODEP met également en évidence l'application inadaptée des théories économiques libérales dans l'élaboration des politiques publiques en RDC. Ces approches économiques, qui favorisent la libre

concurrence et la réduction de l'intervention de l'État, ne prennent pas en compte les réalités spécifiques du pays, ce qui limite leur efficacité pour stimuler la croissance et améliorer les conditions de vie de la population.

L'enquête souligne également la complicité des classes dirigeantes avec l'impérialisme, où les liens étroits entre certaines élites politiques et économiques congolaises et les puissances étrangères influencent les décisions politiques et économiques du pays, souvent au détriment des intérêts nationaux.

Enfin, la corruption endémique et le détournement des recettes publiques sont des fléaux qui entravent la bonne gouvernance en RDC, entraînant l'inefficacité des institutions publiques et l'appauvrissement de la population.

L'ODEP souligne donc la nécessité de politiques économiques et de gouvernance plus équitables, ainsi que de mesures efficaces de lutte contre la corruption. Ces initiatives sont essentielles pour promouvoir un développement économique durable et améliorer les conditions de vie de la population congolaise. Il est également crucial que le gouvernement congolais prenne en compte les résultats de l'enquête de l'ODEP et travaille à mettre en œuvre des solutions prioritaires basées sur les ressources disponibles dans le pays.

6. Signature d'un accord entre la RDC, l'Angola et la Zambie pour les exportations des minerais à travers le corridor ferroviaire de Lobito

Les présidents de la République démocratique du Congo (RDC), de la Zambie et de l'Angola ont signé un accord visant à renforcer les exportations de minerais par le biais du corridor ferroviaire de Lobito en Angola. Cet accord confie à la société Lobito Atlantic Railway la responsabilité du transport des minerais de la RDC et de la Zambie vers les marchés d'exportation via le port de Lobito.

La pleine opérationnalisation de ce corridor ferroviaire est considérée comme essentielle pour désenclaver les mines de la RDC et de la Zambie et faciliter l'accès aux intrants nécessaires à l'industrie minière et agricole. Cela ouvrirait de nouvelles opportunités pour l'exportation de minerais, contribuant potentiellement à la croissance économique des deux pays.

Cependant, il est important de souligner certains défis potentiels. La gestion efficace du corridor ferroviaire, y compris la maintenance et la capacité d'expansion, sera cruciale pour garantir un flux continu de marchandises. De plus, la transparence et la gouvernance dans le secteur minier doivent être renforcées pour éviter toute exploitation illégale ou préjudiciable aux intérêts nationaux. Il est également important que les bénéfices de l'exploitation minière soient équitablement répartis et contribuent au développement économique et social des pays concernés.

Enfin, il convient de noter que la diversification économique reste un enjeu majeur pour la RDC et la Zambie, qui sont fortement dépendantes du secteur minier. Pour garantir un développement durable, il sera crucial d'investir dans d'autres secteurs économiques, tels que l'agriculture et l'industrie manufacturière, afin de stimuler la création d'emplois et de réduire la dépendance aux prix des matières premières.

7. Hausse des prix des biens de consommation courante dont la farine et le pain

La guerre en Ukraine a eu un impact significatif sur le marché mondial des céréales, en particulier du blé. L'Ukraine et la Russie sont deux des principaux exportateurs mondiaux de blé, et la guerre a perturbé la production et les exportations de ces pays. Cela a entraîné une hausse des prix du blé sur le marché mondial, ce qui a des répercussions sur les pays importateurs de blé, y compris la RDC.

A cet effet, en RDC, les importateurs de blé sont confrontés à une série de défis depuis le début de la guerre. Tout d'abord, les tracasseries fiscales et douanières ont augmenté. Cela a rendu plus difficile et plus coûteux l'importation de blé. Deuxièmement, la rareté des devises a rendu plus difficile le paiement des commandes de blé. Troisièmement, l'état des infrastructures portuaires a empêché les navires de charger et de décharger les cargaisons de blé, ce qui a également augmenté les coûts.

Il y a lieu de noter que la guerre en Ukraine a également eu un impact sur les marchés des autres céréales, telles que le maïs et l'orge. Cette hausse des prix du blé pourrait donc avoir des répercussions importantes sur l'économie congolaise étant donné que le blé constitue une matière première utilisée dans de nombreux produits alimentaires et non alimentaires.

Ainsi, le gouvernement devra prendre des mesures pour atténuer l'impact de la guerre sur les prix du blé. Ces mesures peuvent inclure des subventions aux agriculteurs, des aides aux consommateurs et des mesures pour augmenter la production de blé.

C'est dans cette optique que le vice-premier ministre en charge de l'Économie a rencontré les importateurs de blé pour discuter de ces défis. Il a promis de prendre des mesures pour les aider. Ces mesures comprennent une baisse des tracasseries fiscales, la mise à disposition des devises au taux de change officiel et l'amélioration de l'état des infrastructures portuaires.

Ces mesures devraient à court terme conduire à une baisse des prix de la farine et du pain sur le marché local. Cependant, il est important de noter que la guerre en Ukraine a un impact à long terme sur le marché mondial des céréales. Il est donc possible que les prix du blé restent élevés pendant un certain temps.

8. Hausse significative du prix du litre de carburant au Maniema

Dans la province du Maniema en République démocratique du Congo (RDC), le prix de l'essence a considérablement augmenté, passant de 4 500 francs congolais à 10 000 francs congolais par litre. Selon certains habitants, le jour de l'indépendance, le 30 juin, le prix a même atteint 14 000 francs congolais sur le marché parallèle. Cette hausse de prix a également entraîné une augmentation des coûts des transports en commun, avec des tarifs pouvant atteindre 2 000 à 2 500 francs congolais pour certains trajets, par rapport aux 500 francs congolais précédemment payés par les usagers de la route.

Le coordonnateur de l'Association des pétroliers du Maniema explique que cette situation est due à la détérioration des routes et des voies de communication, en particulier la route Kisangani-Ubundu et celle entre Kindu et Bukavu. Cette détérioration rend le transport du carburant plus difficile, entraînant une rareté et une augmentation des prix. Il prévient également que si la situation ne s'améliore pas, toutes les stations-service de la région seront fermées dans les 48 heures.

Cette hausse des prix de l'essence a un impact significatif sur le coût de la vie pour la population du Maniema. Les dépenses liées au transport augmentent, ce qui peut entraîner des difficultés économiques pour les habitants qui dépendent des transports en commun pour se déplacer et accéder aux biens et services essentiels.

Il est crucial pour les autorités locales de prendre des mesures pour remédier à la détérioration des routes et des voies de communication afin de garantir un approvisionnement régulier en carburant à des prix abordables. Cela nécessitera des investissements dans l'infrastructure et la maintenance des routes, ainsi qu'une coordination efficace entre les acteurs impliqués dans la chaîne d'approvisionnement en



carburant. L'amélioration de l'infrastructure de transport contribuera également au développement économique de la région en facilitant le commerce et les échanges.

II.1.2. Activité économique

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola ont organisé le premier forum économique conjoint le 31 juillet et le 1er août 2023 à Kinshasa.

Les discussions au forum ont porté sur un large éventail de sujets, notamment l'énergie, l'agriculture, les mines, le transport et le tourisme. Les participants ont discuté des possibilités d'investissement dans ces secteurs et des mesures à prendre pour faciliter le commerce et les investissements entre les deux pays.

Le forum a été un succès et a permis d'identifier un certain nombre d'opportunités de coopération économique entre la RDC et l'Angola. Les participants ont convenu de poursuivre les discussions et de travailler ensemble pour mettre en œuvre les mesures convenues.

Dans un autre registre, le Conseil des ministres de la République démocratique du Congo (RDC) a adopté le projet de plan d'urgence pour l'amélioration du climat des affaires. Ce plan vise à réduire les coûts et les délais de l'installation et de l'exploitation des entreprises en RDC. Il comprend un certain nombre de mesures, notamment la simplification des procédures administratives, la réduction des taxes et impôts, et l'amélioration de l'accès au crédit.

Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre le plan d'urgence pour l'amélioration du climat des affaires. Ce plan est essentiel pour attirer les investissements étrangers et stimuler la croissance économique de la RDC.

Par ailleurs, la République démocratique du Congo (RDC) est confrontée à une crise humanitaire majeure, avec plus de 36 millions de personnes ayant besoin d'aide alimentaire d'urgence. La crise est due à un certain nombre de facteurs, notamment les conflits armés, les sécheresses et les inondations.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé un appel urgent de 557 millions de dollars pour fournir une assistance alimentaire à 36 millions de personnes en RDC. L'argent permettra de fournir de la nourriture, de l'eau potable, des soins de santé et des abris aux personnes les plus vulnérables.

De son côté, l'État congolais fournit suffisamment d'efforts à travers plusieurs programmes dont le programme de développement de 145 territoires (PDL-145T) pour faire face à cette crise humanitaire à travers la mise en œuvre des mesures suivantes : (i) la lutte contre les conflits armés et la promotion de la paix ; (ii) développement de l'agriculture ; (iii) le renforcement du système de santé et d'éducation ; et (iv) l'amélioration de l'accès à l'eau potable.

Dans un autre registre, le gouvernement de la RDC a créé un programme de subventions pour les petites et moyennes entreprises (PME). Le programme, appelé Programme d'Appui au Développement du Micro-Entrepreneuriat et de la Petite et Moyenne Entreprise (PADMPME), a été lancé en 2021.

Le PADMPME a pour objectif de soutenir les PME congolaises en leur fournissant des financements, des formations et des conseils. Le programme a été un succès, avec plus de 2 151 nouveaux emplois créés par les PME grâce aux subventions de l'État.

Les PME éligibles au PADMPME doivent avoir moins de 50 employés et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 millions de dollars. Les PME peuvent demander



des subventions pour financer l'achat d'équipements, la formation du personnel, le marketing et la recherche et développement. Les subventions du PADMPME ont été utilisées pour créer des emplois dans une variété de secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services et le tourisme. Le programme a également permis aux PME d'augmenter leur chiffre d'affaires et d'améliorer leur compétitivité.

II.1.3. Dynamique des prix

Durant le mois de juillet 2023, les prix ont globalement évolué à la hausse comparativement à juin 2023. Comme l'indique le tableau ci-dessous, hormis l'inflation hebdomadaire, le rythme d'évolution de prix s'est accéléré en juillet 2023. Cette situation essentiellement guidée par la hausse des prix des produits de consommation courante. A ceci s'ajoute l'inefficacité de politiques gouvernementales qui exacerbe ce dérapage des prix.

Pour ce qui est du taux d'inflation hebdomadaire, il s'est situé à 0,18% à la troisième semaine du mois de juillet 2023, soit une baisse de 69,09% comparée à celui enregistré à la clôture de juin 2023 où ce taux s'était fixé à 0,59%.

Quant au taux d'inflation cumulée, il s'est fixé à 16,30% à la troisième semaine de juillet 2023 contre 10,09% réalisé un mois plus tôt, soit une variation positive de 61,45%.

S'agissant de l'inflation en glissement annuel, elle s'est située à 23,43% à la troisième semaine de juillet 2023 contre 17,70% un mois plus tôt, soit une hausse de 32,39%. A ce rythme, il est attendu un niveau d'inflation de 31,09% en fin d'année 2023 contre 13,13% réalisé une année plus tôt (2022).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'inflation en juillet 2023.

Tableau 1 » ÉVOLUTION DE L'INFLATION (JUILLET 2023)

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	1,38	11,61	19,02	23,55
Semaine 2	4,01	16,08	23,48	31,91
Semaine 3	0,18	16,30	23,43	31,09

Source : BCC, juillet 2023.



II.1.4 Taux de change et réserves de change

Au cours de juillet 2023, le taux de change s'est davantage détérioré sur le marché interbancaire où il s'est établi à 2 540,67 à la troisième semaine de juillet 2023 contre 2 351,52 en fin juin 2023, soit une dépréciation de 8,04%.

Il en est de même sur le marché parallèle où le taux de change s'est situé à 2 575,63 à la troisième semaine de juillet 2023 contre 2 540,00 un mois plus tôt, soit une dépréciation de 5,24%.

Tableau 2 » ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	Clôture juin 2023	Juillet 2023			Variation juin - juillet 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
Marché interbancaire	2 351,52	2 411,02	2 426,97	2 540,67	8,04%
Marché parallèle	2 447,50	2 540,00	2 635,00	2 575,63	5,24%

Source : BCC.

S'agissant des réserves de change, elles ont augmenté comparativement à juin 2023. En effet, les réserves de change se sont situées à 4,85 milliards d'USD à la troisième semaine de juillet 2023, soit un accroissement de 9,98% comparativement au mois précédent où elles s'étaient situées à 4,41 milliards d'USD. Rapporté en nombre de mois d'importations, la couverture des importations par les réserves de changes est passée de

2,38 mois à 2,62 mois entre fin juin 2023 et la troisième semaine de juin 2023, soit une hausse de 10,08%. Cet accroissement des réserves de change s'explique essentiellement s'expliquer par : (i) l'appui reçu par la RDC au titre de facilité élargie de crédit (FEC) en fin juin 2023 et (ii) les 700 millions d'USD reçus de la Banque mondiale dans le cadre du programme d'accès au service d'eau et d'assainissement (PASEA).

Tableau 3 » ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE

	Clôture juin 2023	Juillet 2023			Variation juin - juillet 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
En milliards de USD	4,10	5,03	5,09	4,85	9,98%
En mois d'importations	2,38	2,72	2,72	2,62	10,08%

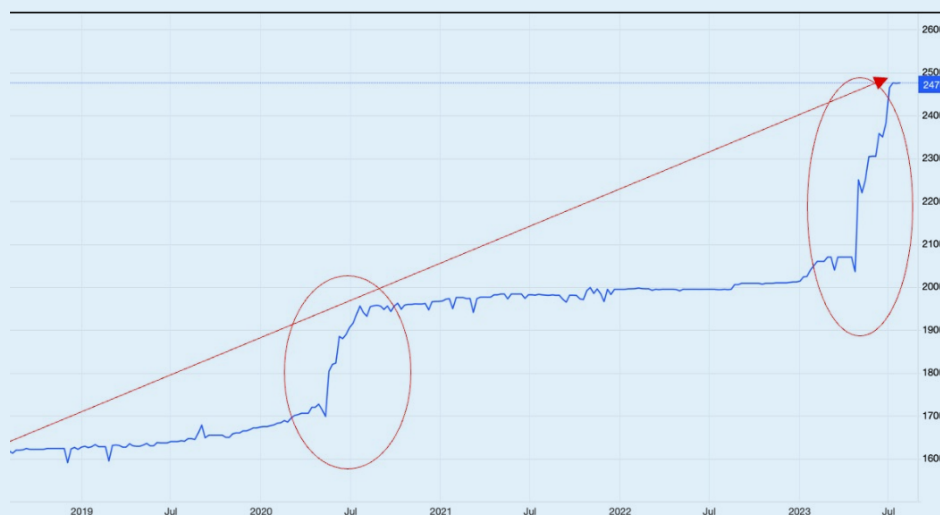
Source : BCC.

Encadré 1 : Dépréciation du Franc Congolais : Quelles leçons tirer du dernier épisode ?

Une analyse du professeur MUKOKO SAMBA¹

Le 27 juillet 2019, le dollar américain valait 1 615,4 CDF. Le 24 juillet 2023, le même dollar s'est échangé à 2 476 CDF. Sur les cinq dernières années, la monnaie nationale a donc perdu 34,75% de sa valeur par rapport à la devise américaine. Sur la Figure 9, on peut bien voir le renchérissement du dollar américain en CDF, avec deux périodes caractéristiques, la première allant de juillet 2019 à juillet 2020 et la deuxième, d'août 2022 à fin juillet 2023, avec une forte accélération à partir de janvier 2023.

Figure 9 » TAUX INDICATIF DE CHANGE (CDF POUR 1 \$US), JUILLET 2019-JUILLET 2023



Source : <https://tradingeconomics.com/congo/currency>.

La phase actuelle de dépréciation accélérée est mieux illustrée dans la Figure 10. La monnaie nationale s'est dépréciée de 16,6% entre le 3 mai et le 24 juillet 2023. Cette évolution contraste avec la bonne tenue des réserves officielles de change qui se sont substantiellement accrues depuis la mise en œuvre du programme macroéconomique soutenu par le FMI (Figure 11).

1. Daniel Mukoko Samba est Docteur en économie de l'Université de Tsukuba au Japon, il est professeur à l'Université de Kinshasa. Il a aussi été tour à tour économiste au PNUD, directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, et vice-Premier ministre et ministre du Budget.



Figure 10 » TAUX INDICATIF DE CHANGE (CDF POUR 1 \$US), JUILLET 2022-JUILLET 2023



Source : <https://tradingeconomics.com/congo/currency>.

Figure 11 » RÉSERVES OFFICIELLES DE CHANGE (EN MILLIONS DE \$US)



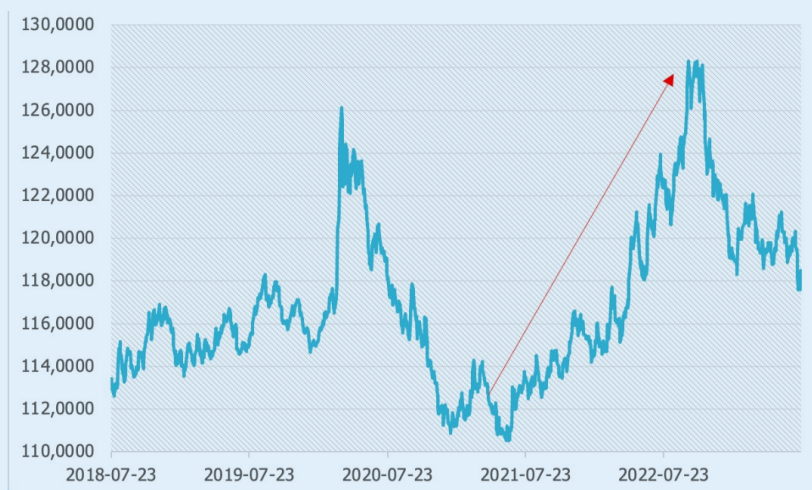
Les réserves de change représentent désormais entre 9 et 10 semaines d'importations, un niveau record sur les quarante dernières années. Une telle évolution négative de la valeur extérieure de la monnaie nationale ne peut être que le résultat de chocs. Dans le cas précis, il s'agit de chocs à la fois externes et internes.

Chocs externes

Comme la plupart des économies du monde, la RDC a subi le double choc de l'appréciation du dollar américain et du choc des termes de l'échange. Le dollar américain a entamé, à partir de mai 2022, sa plus forte ascension sur toutes les autres monnaies du monde, soit un taux moyen d'appréciation de 12% sur toute l'année (Figure 12). Le renchérissement du dollar est consécutif à deux événements : i) la politique monétaire agressive de la banque centrale américaine qui avait relevé ses taux directeurs avant toutes les autres banques centrales pour contrer

l'inflation galopante aux Etats-Unis ; et ii) le statut de monnaie-refuge dont le dollar jouit depuis le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le relèvement des taux de la Federal Reserve Bank a créé un différentiel des taux d'intérêt en faveur des places américaines. Au même moment, le réflexe de prudence pousse les investisseurs à préférer les actifs libellés en dollar américain. La demande additionnelle de la devise américaine qui en résulte explique l'appréciation du dollar.

Figure 12 » INDICE NOMINAL DU DOLLAR AMÉRICAIN, BASE JANVIER 2006 = 100



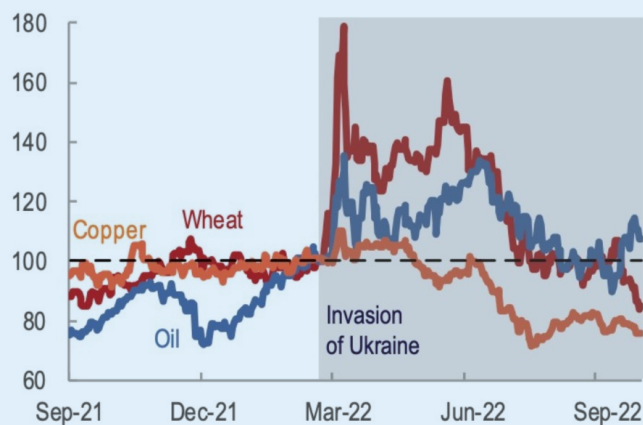
Source : Données téléchargées de <https://fred.stlouisfed.org/series/DTWEXBGS>

L'appréciation du dollar affecte toute l'économie mondiale. Plus particulièrement, elle a un lien direct avec l'inflation dans les pays dépendant des importations, ce qui est le cas de la RDC pour les produits pétroliers et les produits alimentaires. Selon certaines estimations, lorsque le dollar s'apprécie de 10%, il en découle 1% d'inflation supplémentaire dans les pays importateurs de biens facturés en dollars. Après avoir atteint la parité avec l'euro (1\$=1€), le dollar a certes entamé une phase descendante depuis fin 2022 mais, à cause du décalage dans la transmission du choc de l'année dernière, cet effet se fait encore sentir dans l'économie congolaise.

Le choc des termes de l'échange

L'invasion russe de l'Ukraine a entraîné l'augmentation des prix du pétrole et des céréales, alors même que l'incertitude causée par la guerre et la mollesse de la reprise dans les grandes économies (notamment la Chine) a causé la chute des prix des métaux (Figure 13). Ces deux phénomènes combinés se sont traduits par la détérioration des termes de l'échange.

**Figure 13 » INDICE DES PRIX DU CUIVRE, DU PÉTROLE ET DU BLÉ,
BASE 21 FÉVRIER 2022=100**



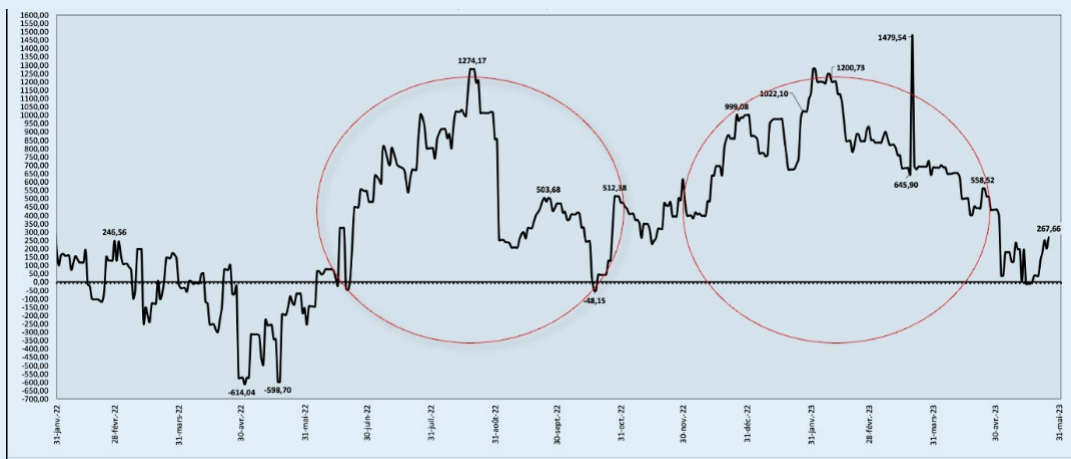
Source : Bloomberg Finance L.P., In FMI (2022), Sub Saharan Africa : Living on the edge.

Pour l'économie congolaise, la détérioration des termes de l'échange se traduit par une demande accrue des devises étrangères pour faire face aux importations plus onéreuses, alors que les rentrées des devises étrangères subissent le contrecoup de la baisse des cours du cuivre et du cobalt.

Chocs internes

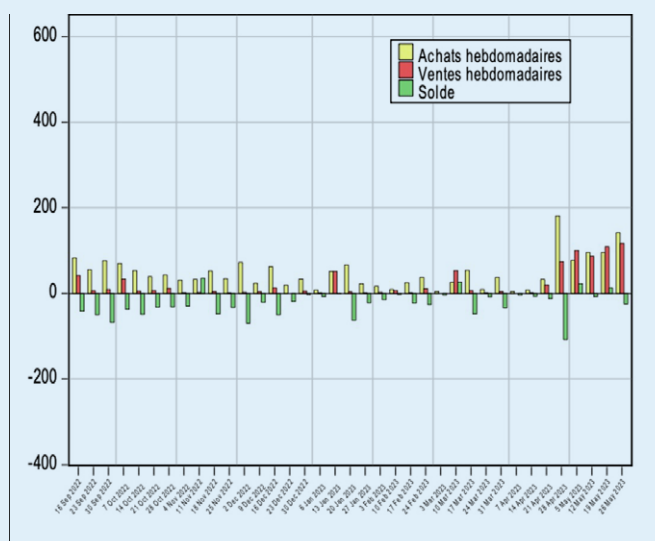
Sur le plan interne, les défis sécuritaires et humanitaires ont fait accroître le niveau des dépenses exceptionnelles qui ont représenté 14% de l'ensemble des dépenses de l'exercice en cours à fin mai 2023. La non stérilisation des liquidités générées par ces dépenses intempestives a fait exploser les avoirs excédentaires des banques commerciales (c'est-à-dire la différence entre les comptes courants des banques et les avoirs mis en réserve obligatoire auprès de la banque centrale). La Figure 14 montre les deux périodes (août 2022 et mars 2023) pendant lesquelles les avoirs excédentaires ont atteint près de 1% du PIB, ce qui se traduit par une augmentation de la monnaie-banque centrale (la base monétaire) qui à son tour exerce des pressions sur le taux de change.

Figure 14 » ÉVOLUTION DES AVOIRS EXCÉDENTAIRES DES BANQUES, JANVIER 2022-MAI 2023 (EN MILLIARDS CDF)



On peut voir sur la Figure 15 que le marché des changes est resté demandeur (les achats sont supérieurs aux ventes) sur toute la période. Tant que cette situation va perdurer, les seules interventions de la BCC sur le marché des changes ne suffiront pas pour stabiliser le marché.

Figure 15 » ÉVOLUTION DU SOLDE DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ DES CHANGES, AOÛT 2022-MAI 2023 (EN MILLIONS \$US)



Source : Condensé Hebdomadaire d'Informations Statistiques, N° 21, mai 2023.



Toutes ces évolutions ont eu pour résultat l'accélération de la hausse des prix intérieurs. En glissement annuel, le taux d'inflation a atteint 13,1% en décembre 2022 et 16,9% en mars 2023, alors que la cible fin période est de 12,3%. Les produits dont les prix ont le plus augmenté sont les biens alimentaires, les articles d'habillement, le logement, l'eau et l'énergie, et les transports.

L'alerte du Fonds Monétaire International

A la fin du premier trimestre 2023, le FMI avait alerté les pays d'Afrique subsaharienne sur les risques des perturbations des taux de change. Dans sa note d'analyse d'avril, le FMI rappelait que la plupart des monnaies s'étant affaiblies en 2022 par rapport au dollar américain qui est la monnaie de facturation des importations et de la dette extérieure, les pays d'Afrique subsaharienne allaient vivre des pressions sur leurs taux de change. Notant qu'il serait difficile pour les pays africains de résister à ces pressions, le FMI recommandait de ne pas se limiter aux interventions des banques centrales, mais plutôt d'ajuster les politiques macroéconomiques en tenant compte de la nature des chocs affectant l'économie, de caractéristiques spécifiques au pays, de la position fiscale, et du niveau et de la composition de la dette publique.

Le Cadre d'Action Intégré offre un menu de politiques avec lequel le FMI entend assister les pays africains qui doivent naviguer dans les étroites marges de manœuvre que leur laisse un environnement économique global de plus en plus incertain. Ce cadre recommande quatre priorités aux pays d'Afrique subsaharienne :

1. La lutte contre l'insécurité alimentaire ;
2. L'adaptation aux politiques monétaires restrictives dans les pays développésⁱⁱⁱ ;
3. La consolidation des finances publiques pour tenir compte du durcissement des conditions de financement ; et
4. La préservation des chances d'une croissance économique durable.

Dans ce menu, la RDC apparaît comme un pays qui doit accorder une importance ultime à la sécurité alimentaire car le pays est l'un des plus affectés au monde par ce fléau. Les biens alimentaires réagissent de manière très élastique aux perturbations du taux de change. Sur les autres piliers, dans le cadre des revues du programme macroéconomique en cours, le FMI a régulièrement conseillé au gouvernement congolais :

- De procéder avec prudence au resserrement monétaire, l'objectif devant être de garder les taux d'intérêt réels sur les titres BCC positifs de manière à faciliter l'absorption des liquidités excédentaires des banques en CDF et ainsi réduire les pressions sur le taux de change. Le FMI estime que la gestion de la liquidité par le volume et les conditions de rémunération des bons BCC, associée à la politique des réserves obligatoires et à l'accumulation des réserves de change, doit primer sur les interventions de la BCC sur le marché de change^{iv}.
- De poursuivre une politique budgétaire prudente afin de maintenir le déficit budgétaire intérieur à moins de 1% du PIB (poursuite des efforts de mobilisation des recettes, amélioration de la qualité de la dépense publique de manière à ne pas préjudicier les dépenses d'investissement public et à disposer de marges de manœuvre pour assister les populations défavorisées tout en faisant face aux dépenses sécuritaires).

Le rappel de ces éléments est important parce qu'il permet de comprendre l'attitude des autorités pendant les semaines au cours desquelles les Congolais ont exigé de l'action de leur part pour arrêter la chute du franc congolais. Pour la BCC qui est consciente de sa faible capacité d'intervention et de difficultés d'achat des devises, l'accumulation des réserves domine l'intervention sur le marché des changes. Il faut d'ailleurs souligner que lors de la quatrième revue du programme, la BCC qui n'avait pas atteint le critère de réalisation quantitatif relatif au plancher sur les variations des réserves internationales nettes de la BCC à fin mars 2023 (contre une cible de 100 millions US\$, la réalisation a été de -324 millions US\$) a sollicité la révision à la baisse de la cible à fin juin, de 430

à 250 millions US\$. En même temps, la banque centrale a été moins agressive dans sa politique de taux d'intérêt (le taux directeur a été progressivement augmenté, de 7,5 à 8,25% en novembre 2022, de 8,25 à 9% le 22 mars, puis de 9 à 11% le 19 juin 2023). On peut lire dans le document de la quatrième revue : « La BCC s'est engagée à de nouvelles hausses de son taux directeur et à utiliser des instruments quantitatifs pour gérer la liquidité. Cette approche, conjointement avec des effets de base favorables, devrait ramener l'inflation à l'objectif de 7% d'ici à fin 2024, en l'absence de chocs. »¹¹

Pendant la même période, le gouvernement n'a procédé ni à la révision du budget 2023 pour l'adapter aux conditions réelles d'exécution, ni à mettre en œuvre un véritable plan d'assainissement des dépenses pour tenir compte de l'évolution des recettes (excepté la mesure de suspension du paiement de la dette intérieure prise début février 2023). Le manque de coordination entre le Trésor et la BCC a laissé éclater les pressions qui ont conduit à la dépréciation accélérée de la monnaie nationale entre juin et juillet 2023. Ce manque de coordination qui n'a pas pu trouver solution au niveau du Premier ministre a nécessité l'intervention du Président de la République qui a convoqué une réunion extraordinaire le 17 juillet 2023, réunion à l'issue de laquelle les mesures suivantes ont été prises :

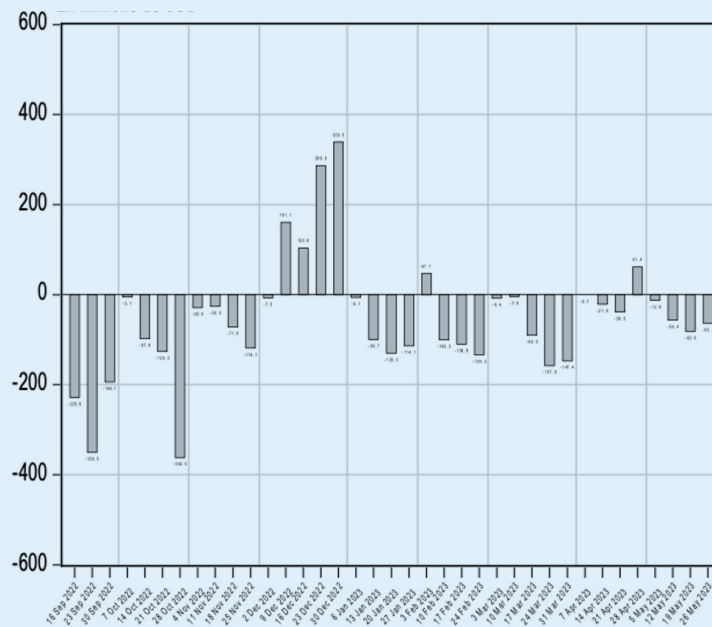
1. La poursuite, par la Banque Centrale du Congo, des interventions sur le marché de change et la prise par elle de toute autre mesure de politique monétaire requise, notamment en rapport avec le coefficient de réserves obligatoires ;
2. La consolidation de la gestion rigoureuse des finances publiques, en exécutant prioritairement les dépenses publiques essentielles et en réduisant l'effet d'éviction des dépenses exécutées par la procédure d'urgence ;
3. L'interdiction du paiement des dépenses publiques en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo ;
4. L'encadrement, par le secteur bancaire, des opérations de change effectuées par les bureaux de change, lesquelles opérations doivent être compatibles avec leur capacité réelle ;
5. Le renforcement des mesures de rapatriement de devises et la concertation entre la Banque Centrale du Congo et les opérateurs du secteur minier pour le rachat éventuel d'une quotité de devises ainsi rapatriées ;
6. La retenue immédiate et à la source, par le Trésor Public, de la TVA pour les fournisseurs et prestataires de l'État lors des paiements de leurs factures ;
7. L'encadrement de la taxation d'office des entreprises n'ayant pas fait leurs déclarations fiscales par le Ministre des Finances assisté par l'Inspection Générale des Finances ; et
8. Le paiement de tous les impôts, taxes, redevances et droits dus à l'État en Franc Congolais.

Ces mesures peuvent être regroupées en trois catégories : i) les mesures monétaires classiques qui sont du ressort de la BCC ; ii) les mesures visant à accroître les recettes publiques et pour lesquelles l'intervention de l'Inspection Générale des Finances a été sollicitée et celles visant à améliorer la qualité des dépenses publiques ; et iii) les mesures visant à lutter contre les pratiques spéculatives qui sont supposées exacerber la dépréciation du franc.

Que peut-on attendre de ces mesures ? Certes, le 20 juillet 2023, la BCC est intervenue à concurrence de 150 millions US\$, un niveau trois fois supérieur à celui de sa précédente intervention au mois de juin. La réaction du marché a été quasi immédiate, mais il est invraisemblable que la BCC maintienne longtemps ce niveau d'intervention. Il n'en résulterait que des difficultés supplémentaires pour réaliser les objectifs lui assignés dans le programme appuyé par le FMI. Le plus urgent me semble être le rétablissement d'une coordination plus étroite entre les deux pans budgétaire et monétaire de la politique macroéconomique. C'est les dépenses budgétaires accélérées qui ont créé les pics de réserves excédentaires que la banque centrale n'a pas pu éponger. Ainsi, par exemple, en janvier 2023,

la BCC n'a pu émettre des bons qu'à concurrence de 14% du niveau des liquidités excédentaires sur le marché. Par ailleurs, le solde négatif du budget en devises du Trésor (Figure 16) est une preuve supplémentaire de cette faible coordination.

Figure 16 » SOLDE DU BUDGET EN DEVISES (EN MILLIONS US\$)



Source : Condensé Hebdomadaire d'Informations Statistiques, N° 21, mai 2023.

Quelles leçons tirer ?

Pour l'opinion, et ce n'est que justice, le taux du dollar en CDF doit baisser. Mais, le plus important, c'est d'y arriver en s'attaquant aux vraies causes et en procédant de la manière la plus judicieuse sans que les arbitrages politiques ne poussent à des mesures de court terme qui mettront à mal la poursuite du programme macroéconomique. Le plus difficile, en cette période où le Trésor va devoir faire face à de pressantes sollicitations par la CENI et l'armée, est de maintenir une gestion plus prudente des dépenses sans sacrifier les transferts aux provinces et les investissements publics. Sur la base des éléments présentés dans cette note, les leçons suivantes peuvent être tirées.

Leçon 1 - Pour une économie comme la nôtre aussi vulnérables aux chocs des prix extérieurs, il faut toujours anticiper en tenant compte de l'évolution de l'économie mondiale. À ce sujet, il faut rappeler que le Cadre d'action intégré du FMI suggère aux pays sous-développés qui pratiquent un régime de change flexible de laisser la monnaie nationale se déprécier en cas de choc exogène afin d'absorber les chocs et de susciter la substitution des biens importés par des biens locaux. Cet argument est théoriquement correct mais il est difficilement défendable dans une économie où les pressions sur le taux de change se traduisent inmanquablement par l'augmentation des prix des denrées les plus indispensables pour la majorité des ménages. Dans le cas d'espèce, je voudrais suggérer que les experts congolais ne se limitent pas à observer les cours des matières brutes (cuivre et cobalt), mais qu'ils simulent l'effet de ces évolutions sur le cours de change et sur les termes de l'échange.

Leçon 2 - Une meilleure coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire est indispensable. Le cadre pour cet exercice existe. Il s'agit du Comité de Conjoncture Économique présidé par le Premier ministre. Si cette réunion hebdomadaire est préparée avec minutie avec des cibles des politiques bien précises, elle peut produire de bons résultats. La réunion devrait, entre autres choses, examiner régulièrement le niveau et la composition du budget en devises du Trésor, le stock et les conditions de rémunération des bons BCC, le financement du déficit budgétaire courant, l'affectation des recettes exceptionnelles.

Leçon 3 - Nécessité d'un vrai programme d'assainissement budgétaire. Même si la période pré-électorale ne se prête pas bien à des décisions budgétaires courageuses, il faut bien que cette question de la qualité de la dépense soit traitée de manière plus efficace. Dans tous les cas, des actions vigoureuses sont nécessaires sur les dépenses de fonctionnement des institutions (10% des dépenses à fin mai 2023) et des rémunérations. En ce qui concerne les rémunérations, dans l'immédiat, il est possible de normaliser les rémunérations des agents des établissements publics qui dépendent quasi totalement du Trésor, le report de la budgétisation des rémunérations et des frais de fonctionnement des établissements publics créés en cours d'exercice budgétaire, la rationalisation des primes des agents de la fonction publique, la rationalisation des missions de service.

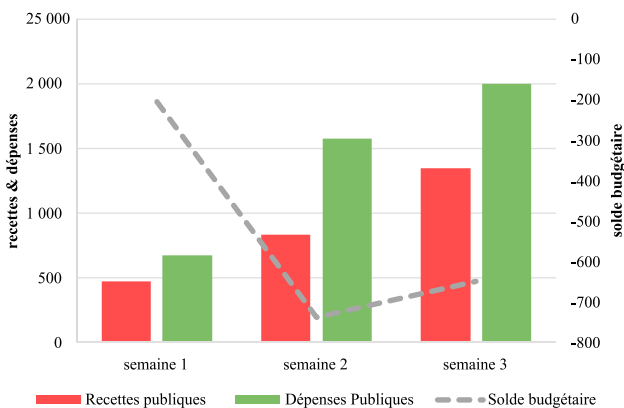
Leçon 4 - Optimiser la gestion de la trésorerie de l'État. Il s'agit d'améliorer les prévisions des recettes et des dépenses et ceci passe par le renforcement de la fonction de pilotage de cet exercice hautement technique. C'est la raison d'être de la nouvelle Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), un service public placé sous l'autorité directe du Ministre des Finances avec pour missions d'assurer l'exécution des dépenses et de suivre les recettes recouvrées par les administrations financières, de définir la politique financière de l'État à travers la gestion de la trésorerie et le suivi de l'endettement du pouvoir central, des provinces, des Entités Territoriales Décentralisées et des organismes auxiliaires, et d'assurer la réglementation, la tenue et la centralisation de la comptabilité et des flux financiers du pouvoir central, des provinces et Entités Territoriales Décentralisées ainsi que des organismes auxiliaires. Les animateurs de ce service public ayant été nommés par le Président de la République, il est urgent que la DGTCP assure pleinement ses missions, ce qui permettrait enfin de mettre en œuvre l'une des réformes les plus attendues, le Compte Unique du Trésor (CUT). La DGTCP et la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire (DGPPB) au sein du ministère du Budget sont destinés à devenir les fleurons d'une gestion plus technocratique de l'État congolais. Ce n'est que grâce à une gestion technocratique que l'on pourra insuffler dans la gestion de la trésorerie les principes de précaution, d'anticipation, et de rigueur. La gestion des finances de l'État exige aujourd'hui, plus que jamais, une vraie professionnalisation de la gestion de la trésorerie.

- i. FMI (2023), « Gérer les pressions sur les taux de change en Afrique subsaharienne : s'adapter aux nouvelles réalités », *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne – La Grande pénurie de financement*, Washington, avril. Gopinath, G et Gourinchas, P-O (2022), « Quelles mesures les pays doivent-ils prendre face au dollar fort ? », IMF Blog, <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/10/14/how-countries-should-respond-to-the-strong-dollar>.
- ii. FMI (2022), « Regional Economic Outlook. Sub Saharan Africa: Living on the edge », *World Economic and Financial Surveys*, Washington, October.
- iii. Le 27 juillet 2023, la banque centrale européenne a augmenté ses taux directeurs de 3,5 à 3,75% pour la facilité de dépôt, de 4,25 à 4,5% pour la facilité de prêt marginal, et de 4,0 à 4,25% pour le refinancement.
- iv. FMI (2022), « République Démocratique du Congo. Troisième Revue de l'Accord au titre de la Facilité élargie de crédit », *Rapport des services n°22/390*, Washington, décembre.
- v. Le FMI estime que les interventions des banques centrales sur les marchés des changes sont plus pertinentes pour les pays émergents qui sont sujets à des chocs financiers et moins pour les pays d'Afrique subsaharienne qui sont souvent victimes de chocs des prix des matières premières.
- vi. FMI (2023), « République Démocratique du Congo. Quatrième Revue de l'Accord au titre de la Facilité élargie de crédit », *Rapport des services n°23/244*, Washington, juillet, p.19.

II.1.5 Finances publiques

Au cours du mois de juillet 2023, le compte des opérations s'est soldé avec un déficit de 647 280 millions de CDF. À la fin de la troisième semaine, les recettes publiques ont atteint 1 347 323 millions de CDF, tandis que les dépenses ont été évaluées à 1 998 558 millions de CDF. Le solde cumulé à la troisième semaine est donc négatif de 1 262 084 millions de CDF.

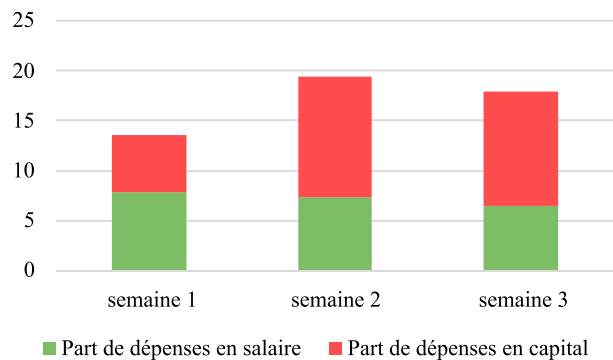
Figure 17 » ÉVOLUTION DE RECETTES PUBLIQUES, DE DÉPENSES PUBLIQUES AU COURANT DU MOIS DE JUILLET 2023 (EN MILLIONS DE CDF)



Source : Ministère des Finances, CTR.

Les dépenses publiques de juillet 2023 ont augmenté de 1 294 818 millions de CDF par rapport à juin 2023. Les dépenses de fonctionnement, qui comprennent les salaires des fonctionnaires et les autres frais administratifs, ont augmenté de 891 078 millions de CDF. Les investissements en capital, qui comprennent les projets d'infrastructures et d'équipements, ont augmenté de 403 740 millions de CDF. Les dépenses du gouvernement restent orientées vers les frais de fonctionnement, le paiement de salaire de fonctionnaires et le reste vers les investissements en capital.

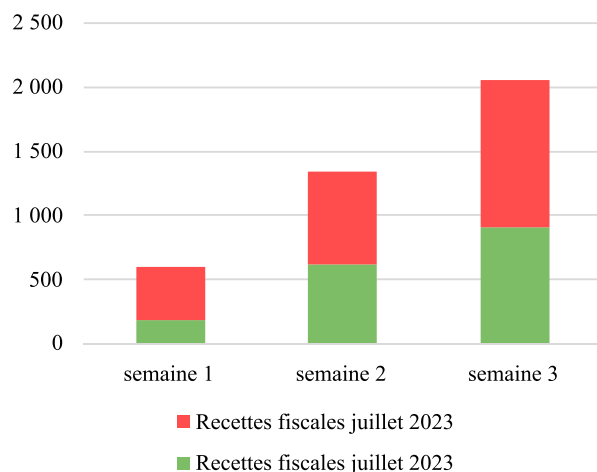
Figure 18 » ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE DÉPENSES PUBLIQUES (EN%)



Source : Ministère des Finances, CTR.

La part la plus importante des dépenses publiques est consacrée aux frais de fonctionnement de l'État. Cela s'explique en partie par l'agression armée du pays par les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise. Les dépenses de l'État continuent d'augmenter, même en tenant compte des efforts de guerre. Le gouvernement devra mobiliser plus de ressources pour améliorer les conditions de vie de la population à travers les infrastructures de base.

Figure 19 » ÉVOLUTION DE RECETTES FISCALES (EN MILLIONS DE CDF)



Source : Ministère des Finances, CTR.

À la fin de la troisième semaine du mois de juillet 2023, la mobilisation de recettes a été forte par rapport au mois de juillet de l'année précédente. Elle reste également élevée par rapport à la troisième semaine du mois précédent de la même année. Les régies financières ont mobilisé 1 145 863 millions de CDF en 2023 contre 909 841 millions de CDF en 2022.

Cette augmentation des recettes est une bonne nouvelle pour le pays, car elle pourra permettre au gouvernement de couvrir les dépenses prioritaires pendant cette période de crise, notamment les dépenses de sécurité, de santé, d'éducation, d'infrastructures, etc. Cependant, la mauvaise gouvernance des finances publiques, la corruption et le détournement des deniers publics réduisent la capacité du gouvernement à allouer les ressources de manière optimale.

II.2 Evolution de la situation politique

Le mois de juillet 2023 a été très mouvementé avec beaucoup de tensions entre parties prenantes autour des faits saillants ci-dessous :

1. Le dépôt des candidatures à la députation nationale

L'opération de réception des candidatures à la députation nationale par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a débuté le 26 juin 2023 et devait prendre fin le 15 juillet 2023, conformément au calendrier électoral. Cependant, la fermeture des Bureaux de traitement et réception des candidatures (BTRC) pour la députation nationale a été reportée au dimanche 23 juillet 2023. La CENI a rappelé aux candidats indépendants et aux partis politiques que le dépôt des dossiers de candidature prenait fin à 16h30, heures locales, dans les 168 BTRC à travers le pays.

Le nombre de candidatures à la députation nationale a atteint 24 802 (dont 19 226 hommes et 5 576 femmes), dépassant le record de 15 000 dossiers enregistrés lors du cycle électoral de 2018. Ce chiffre élevé rend le cycle électoral actuel très compétitif pour les cinq cents sièges à pourvoir à l'Assemblée nationale.

Au cours de cette opération, 1937 partis politiques ont pris part, 1 937 regroupements politiques et 154 indépendants. Le tableau ci-dessous regroupe quelques statistiques relatives à cette opération.

Tableau 4 » STATISTIQUES DES DOSSIERS DE CANDIDATURES PAR TYPE D'ORGANISATION

Type d'organisation	Nombre de provinces concernées	Nombre de circonscriptions ayant reçu les dossiers	Nombre de dossiers par type d'organisation	Nombre de candidats par types d'organisation
Indépendant	24	64	154	154
Parti politique	26	180	1 937	5 519
Regroupement politique	26	180	7 432	19 129
Total	-	-	9 523	24 802

Source : Direction Monitoring des Opérations (CENI).



Néanmoins, certaines pratiques problématiques ont été observées, notamment le fait que plusieurs candidats ont désigné des membres de leur famille biologique comme suppléants, une pratique décriée lors des élections de 2018. Le président de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), Me Jean-Claude Katende, a condamné cette pratique et prévoit de publier la liste des candidats concernés afin de sensibiliser les citoyens sur le risque de concentrer le pouvoir au sein d'une même famille.

Par ailleurs, le parti politique Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) a exprimé son mécontentement envers les candidatures ayant choisi des membres de leur famille en tant que 1^{er} suppléant. Le parti demande aux concernés de vérifier les dossiers déposés et de remplacer les suppléants familiaux par des membres du parti sans lien de parenté.

L'opposant Martin Fayulu, leader de l'Ecidé, a refusé d'envoyer des candidatures à tous les niveaux en raison de l'absence d'un audit sérieux du fichier électoral. Il annonce une manifestation pour exiger l'activation de l'article 64 de la constitution, qui appelle à faire échec à toute prise de pouvoir par la force ou en violation de la constitution.

Ces événements montrent des enjeux importants dans le processus électoral de la RDC, notamment en termes de transparence et d'équité dans la représentation politique, et soulèvent des questions sur la nécessité de garantir des élections libres et équitables pour renforcer la démocratie dans le pays.

2. La mort de l'Honorable Chérubin Okende

Le corps sans vie du député national et ancien ministre des Transports, Chérubin Okende, a été découvert abandonné sur la route poids lourds à Kinshasa, tôt le matin du jeudi 13 juillet 2023. La veille, il s'était rendu à la Cour constitutionnelle pour répondre à

une invitation d'un juge mais était resté introuvable. Chérubin Okende faisait partie des ministres ayant démissionné du gouvernement Sama Lukonde en raison de leur soutien à Moïse Katumbi, devenu opposant du régime Tshisekedi.

Bien que les circonstances de son décès ne soient pas clairement établies, plusieurs sources affirment qu'il a été abattu par balles. Cet assassinat inquiète de nombreux opposants et activistes alors que la tension augmente entre opposants et pouvoir concernant l'organisation des élections générales en décembre 2023.

Le parti "Ensemble pour la République" de Moïse Katumbi exprime son indignation face à l'attitude et à la communication du Procureur Général près de la Cour de Cassation concernant l'enquête sur le meurtre de Chérubin Okende. Selon ce parti, l'instruction préparatoire de l'enquête est secrète en droit congolais et en matière pénale, et il est troublant que le procureur annonce des conclusions sans autopsie ni enquête sérieuse. Des membres du gouvernement font également des parallélismes douteux avec d'autres assassinats politiques, ce qui soulève des interrogations sur la véritable intention de la justice congolaise.

Le secrétaire général d'Ensemble pour la République, Dieudonné Bolengetenge, remet en question les affirmations du procureur et demande la mise en place rapide d'une commission d'enquête internationale impartiale pour faire la lumière sur l'assassinat de Chérubin Okende. Il considère également que la précipitation de certaines déclarations sans autopsie est inadmissible.

D'autres personnalités politiques telles que le président Félix Tshisekedi, des candidats à la présidentielle comme Matata Ponyo, Delly Sesanga, et Moïse Katumbi, ainsi que le prix Nobel Denis Mukwege, ont



également condamné l'assassinat de Chérubin Okende et ont appelé à une enquête indépendante pour rendre justice.

Les propos du porte-parole du gouvernement congolais, Patrick Muyaya Katembwe, ont été interprétés comme un appel à laisser la justice faire son travail et à éviter toute récupération politique autour de cet assassinat.

Dans ce contexte, Moïse Katumbi, qui était en déplacement à l'assemblée générale de la CAF, a exprimé sa peine et sa révolte face à cet acte criminel, qualifiant d'assassinat la mort de Chérubin Okende de politique et exigeant une enquête internationale indépendante pour que justice soit rendue.

Cependant, certaines personnalités politiques ont accusé le pouvoir en place de créer un climat de terreur et d'oppression envers les opposants, ce qui soulève des inquiétudes quant au processus électoral en cours.

Au vu de la gravité de la situation, des appels à la mobilisation et à la recherche de la vérité ont été lancés par différentes personnalités et partis politiques. La RDC fait face à un contexte politique tendu, marqué par des meurtres politiques et des tensions croissantes entre les différentes factions. Une enquête approfondie et impartiale est nécessaire pour faire toute la lumière sur cette affaire et apaiser les inquiétudes concernant les élections à venir.

3. Lancement des 9èmes jeux de la francophonie

Le Chef de l'État Félix Tshisekedi a inauguré officiellement la neuvième édition des Jeux de la Francophonie au Stade des Martyrs à Kinshasa, devant plus de 80 000 spectateurs, avec une cérémonie riche en spectacles retransmise en direct à la télévision.

Dans son discours, le Président de la République a souligné les symboles de ces Jeux, tels que le "vouloir-vivre collectif", la solidarité avec les Congolais victimes d'agression et de pillage de leurs richesses, et l'attachement de la RDC aux valeurs de la Francophonie.

Il a reconnu les défis liés à l'organisation de cet événement, notamment en raison de la pandémie de COVID-19 et de la crise sécuritaire dans l'Est du pays. Malgré ces contraintes, le Président Tshisekedi a été déterminé à réaliser ces infrastructures modernes en faveur de la jeunesse.

Les Jeux de la Francophonie rassemblent des jeunes talents de 18 à 35 ans dans 11 disciplines artistiques, 9 compétitions sportives et une discipline d'animation périphérique (Nzango). L'événement a attiré la participation de la grande majorité des 88 pays membres de la Francophonie, faisant de la RDC le plus grand pays francophone après la France. Cela représente une occasion unique pour le pays de se faire remarquer sur la scène internationale.

Cependant, il est important de noter que la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Mme Mushikiwabo, n'est pas présente à cet événement. Certains estiment que cela peut être considéré comme une erreur diplomatique de la part de la RDC de ne l'avoir pas invitée formellement, malgré les tensions entre les deux pays.

La Sénatrice Francine Muyumba exprime son désaccord concernant cette absence, en soulignant qu'il est de la responsabilité de la RDC de faire preuve de grandeur et d'inviter la Secrétaire générale de l'OIF, même si elle occupe actuellement cette fonction tout en étant d'origine rwandaise. Elle rappelle qu'en tant que présidente de l'Union Panafricaine de la Jeunesse, elle a représenté la jeunesse africaine lors de rencontres organisées au Rwanda, tout en servant l'ensemble de la jeunesse africaine, y compris celle du Rwanda.

3. Perspectives politiques et économiques

Sur le plan politique

Des observateurs ont noté que le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a agi en tant que facilitateur de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) dans la crise politique au Tchad. Il a travaillé sur un lexique familier à la situation politique de son pays, cherchant à rapprocher les points de vue des protagonistes tchadiens pour une transition « inclusive, consensuelle et apaisée ». Cependant, le texte souligne que la RDC elle-même est confrontée à des défis similaires lorsqu'il s'agit de processus électoraux consensuels et inclusifs, ce qui peut compromettre l'apaisement nécessaire pour des élections réussies.

Les laïcs catholiques au sein du Comité laïc de coordination (CLC) expriment leur inquiétude face à la crise persistante en RDC. Ils considèrent que le dialogue est essentiel pour trouver une voie de sortie et appellent le chef de l'État et les principaux leaders politiques et sociaux du pays à s'unir pour résoudre les multiples problèmes actuels. Outre la guerre dans l'est du pays, la précarité économique alimente un climat morose. Le CLC insiste sur la nécessité de résoudre les difficultés internes liées à la gouvernance électorale afin d'éviter un désordre général ou une solution de force qui remettrait en question la légitimité du pouvoir issu des élections.

Le texte suggère que l'idée de trouver un facilitateur pour les élections en RDC est en discussion, semblable à ce qui s'est passé au Tchad. Cela pourrait contribuer à créer les conditions propices à un processus électoral inclusif et consensuel, évitant des élections conflictuelles. Les laïcs catholiques appellent à un retour à l'harmonie et à la solidarité nationale pour mettre un terme à la crise persistante qui affecte la vie quotidienne de la population congolaise. Ils exhortent le pays à se rassembler autour de la mémoire du député Chérubin Okende, assassiné, et à abandonner l'intolérance politique excessive.

L'avenir dira si le régime est disposé à écouter les recommandations du CLC et d'autres observateurs pour trouver une solution consensuelle à la crise en RDC. Cependant, il est clair que les défis similaires rencontrés par le Tchad dans son processus de transition peuvent servir de leçon et d'incitation à l'action pour la RDC dans son propre contexte politique.

Sur le plan économique

La République démocratique du Congo (RDC) fait face à un certain nombre de défis, notamment une dépréciation continue de la monnaie locale, une exacerbation des tensions politiques et une insécurité croissante. Ces défis pourraient avoir un impact négatif sur l'économie du pays et pourraient entraîner une croissance économique plus lente, une inflation plus élevée et une pauvreté accrue.

La dépréciation de la monnaie locale, le franc congolais (CDF), est de nature à rendre les produits importés plus chers et à réduire le pouvoir d'achat des consommateurs. Ladite dépréciation est due à un certain nombre de facteurs, notamment la chute des prix des matières premières, la corruption et la mauvaise gestion économique.

Les tensions politiques en RDC pourraient également avoir un impact négatif sur l'économie. Les divergences entre le pouvoir en place et l'opposition sur le processus électoral en cours pourront créer une incertitude politique qui pourra décourager les investissements. Les bavures de la police et la justice que d'aucuns qualifient de politisées et instrumentalisées pourront également contribuer à créer un climat d'insécurité qui dissuaderait les entreprises et les investisseurs de s'installer en RDC.

L'insécurité croissante en RDC est un autre défi majeur pour l'économie du pays. Les conflits armés à l'est du pays ont forcé des millions de personnes à fuir



leurs maisons et ont détruit les infrastructures. Les enlèvements des citoyens dans la capitale, Kinshasa, et les mouvements terroristes dans certaines zones du territoire national ont également créé un climat d'insécurité qui pourrait dissuader les investissements et les activités économiques.

Face à tous ces défis, les perspectives économiques de la RDC pour les jours à venir sont incertaines. La croissance économique du pays pourrait ralentir, l'inflation pourrait poursuivre son ascension et la

pauvreté s'aggraver. Cependant, si le gouvernement congolais parvient à résoudre les défis susdits auxquels il fait face, il pourrait créer un environnement plus propice à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Dans cette optique, le gouvernement devra prendre des mesures idoines pour : (i) stabiliser la monnaie locale ; (ii) réduire la corruption ; (iii) améliorer la gestion économique ; (iv) renforcer l'état de droit ; (v) résoudre les conflits armés ; et (vi) réduire l'insécurité.

DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.

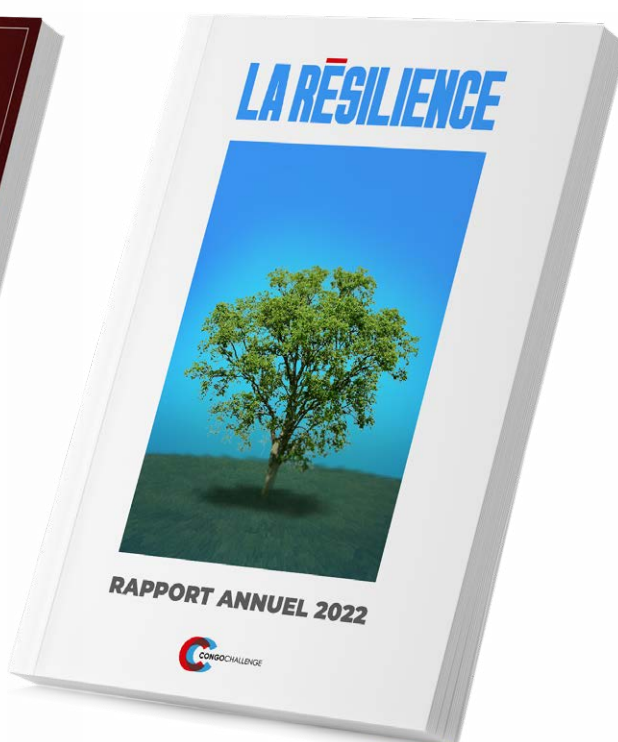


3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



4. RAPPORTS ANNUELS



MODULES D'INTERVENTION DE CONGO CHALLENGE

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus
que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?

Tu isolés les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

Dixit Machiavel



ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 75

Publié en Août 2023

Août 2023. Copyright©CongoChallenge2023
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd